

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME DES CONCESSIONS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1929, à 2 heures

PAR

M. HWANG JEN

MEMBRES DU JURY :

Président : M. J. LESCURE.

Accessseurs { M. JÈZE.
M. AFTALION.

PARIS

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER

7, RUE DANTON

1929

LE RÉGIME DES CONCESSIONS
EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE RÉGIME DES CONCESSIONS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 13 Mars 1929, à 2 heures

PAR

M. HWANG JEN

MEMBRES DU JURY :

Président : M. J. LESCURE.
Accesseurs { M. JÈZE.
 M. AFTALION.

PARIS
LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER
7, RUE DANTON

1929

UNIVERSITÉ DE PARIS — ÉCOLE DE DOCT

LE RÉGIME DES CONCESSIONS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

THÈSE DE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1927, à Paris

M. HWANG JEN

MEMBRE DU JURY

Président : M. J. LÉVY

M. J. LÉVY

M. J. LÉVY



INTRODUCTION

La lutte doctrinale entre l'individualisme et le socialisme s'est manifestée depuis bien des siècles, et se continue, semble-t-il, indéfiniment.

Cette lutte doctrinale n'a pas tardé à provoquer en fait, une lutte des classes, souvent sanglante, qui paraît également se prolonger.

Le résultat bienfaisant de ces luttes consiste sans doute incontestablement en ce que de nombreuses mesures protectrices du prolétariat et du travail ont été instituées depuis ce dernier siècle, dans les pays individualistes en vue d'améliorer la vie ou de soulager les misères des classes à qui font défaut les moyens de production ; la cause de ces misères est, en effet, d'après les socialistes, tout au moins partiellement, l'imperfection du système économique.

Mais le socialisme est inapplicable en ce qu'il veut supprimer le seul ressort indispensable du progrès et de la civilisation: la propriété privée. Les inconvénients causés par ces luttes sociales, qui, non seulement compromettent la production, mais aussi la sécurité humaine, sont toujours déplorable.

Pour éviter ces luttes ruineuses, il paraît indispensable de découvrir une solution qui mette radicalement fin à la controverse entre le socialisme et l'individualisme. Une telle solution ne peut être découverte purement et simplement dans les théories, qui ne correspondent jamais exac-

tement et complètement aux phénomènes réels extrêmement compliqués ; ces théories par conséquent ne peuvent jamais être, d'une façon générale, entièrement convaincantes. Elles doivent recevoir la consécration des faits.

A cet égard, le régime des concessions en Russie soviétique est un des faits les plus intéressants à examiner.

La Russie soviétique est le pays qui a osé le plus hardiment repousser le système individualiste existant et établir un nouveau système communiste. Malgré toutes ses vicissitudes et les tempéraments qu'elle a apportés au système instauré par la révolution, elle garde encore très profondément son caractère communiste. Or, le régime des concessions a un caractère individualiste. Quelle est donc son origine ? Quels sont ses résultats ? Quels sont sa structure juridique et son mécanisme économique ? Quelles sont les causes de succès ou d'insuccès ?

Tel est le sujet de cette étude, qui nous montre sur le vif une preuve intéressante de l'infériorité ou de la supériorité des systèmes dits « socialistes ».

CHAPITRE PREMIER

L'ORIGINE ET L'HISTORIQUE DU RÉGIME DES CONCESSIONS EN RUSSIE SOVIÉTIQUE

Dans le chaos qui a suivi la Révolution bolcheviste le gouvernement de l'U.R.S.S. se trouva aux prises avec un abaissement considérable de la production industrielle, une balance défavorable des comptes, un déficit budgétaire, en un mot il ne trouva guère devant lui que l'appauvrissement de la nation Russe. Désireux de sortir de cette situation, il a été obligé d'amender ou de réformer au moins partiellement les institutions socialistes, dans n'importe quelles conditions, par n'importe quelles méthodes, même par des moyens radicalement opposés à ceux du socialisme, pourvu qu'ils lui permettent d'atteindre le but cherché.

La raison en est que la Russie ne peut faire abstraction de l'interdépendance économique des Etats étrangers. Elle a besoin de vendre à l'étranger les produits qu'elle possède en surabondance, sous peine de perdre ou de diminuer ses utilités économiques et d'acheter à l'étranger les produits qu'elle n'a pas, sous peine de paralyser les activités économiques qui, chez elle, en font usage.

Supposons que la Russie interrompe toutes relations économiques avec les pays étrangers et décide de subvenir elle-même à ses propres besoins, elle se priverait de pro-

fits provenant de la division internationale du travail et des progrès techniques résultant entièrement de la concurrence économique ; par suite, les conditions de vie de la population russe seraient inférieures à celles des autres pays. Supposons, au contraire, qu'elle ouvre ses frontières, sans restriction, elle serait dépouillée de ses ressources par des nations plus évoluées et mieux outillées économiquement.

Dans ces deux hypothèses le gouvernement socialiste serait appelé à disparaître. C'est pourquoi, le gouvernement socialiste s'est résigné à adopter même des mesures fondées sur les principes capitalistes, tels que la reconnaissance de la petite propriété, la réforme monétaire, le rétablissement du système budgétaire, le régime des concessions, etc...

Nous n'étudierons ici que le régime des concessions. Avant d'en décrire l'origine et les vicissitudes, certaines questions préliminaires se posent. Qu'est-ce qu'une concession ? Dans quel but est-elle établie ? Dans quel intérêt est-elle adoptée ?

Pour répondre à la première question nous nous bornerons ici à dégager le caractère économique de la concession, en laissant de côté son caractère juridique, qui sera étudié plus loin. La concession peut être définie de la façon suivante :

« La concession signifie l'abandon par l'Etat à un entrepreneur privé, en principe un étranger ou une société étrangère, de l'exploitation des biens, entreprises ou travaux faisant normalement l'objet d'une exploitation étatique » (1).

(1) Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques, 15 novembre 1921.

Ainsi définies, les concessions peuvent être divisées en deux catégories: le concessionnaire obtient le droit d'exploiter ou de produire un objet quelconque sur le territoire concédé ; il peut être chargé, d'autre part, de satisfaire aux besoins généralement quelconques de la population, et alors il obtient le droit de faire les constructions ou exploitations nécessaires. La différence entre ces deux catégories de concessions est la suivante : dans la première catégorie le concessionnaire obtient le droit de posséder des richesses qui deviennent sa propriété individuelle. Dans la seconde catégorie, l'entrepreneur privé remplit une des fonctions d'ordre général, en s'adonnant aux travaux et aux services publics. Tandis que la seconde ne constitue qu'un louage d'ouvrage, et comme telle, est la moins importante, la première constitue une véritable collaboration productive ; c'est alors la catégorie la plus importante puisque le concessionnaire participe pleinement à l'activité économique de l'Etat.

Il s'ensuit que le régime des concessions est une politique qui permet au gouvernement des Soviets de déployer, grâce à l'aide des entrepreneurs étrangers, certaines activités pour lesquelles le gouvernement soviétique se heurterait à des difficultés, ou quelquefois même à des impossibilités, les bénéfices étant constitués par des redevances, des impôts ou des pourcentages. Cette politique permet aussi au concessionnaire d'employer ses capitaux, talents, travaux, en Russie, de la façon la plus fructueuse, car la supériorité de l'initiative privée et des méthodes de production plus perfectionnées réduisent les prix de revient plus bas, dans ce cas, que ceux des produits des entreprises soviétiques. Ces différences entraîneraient certainement, au moins en théorie, la conviction des concession-

naires de leur intérêt à exercer leur activité dans un tel pays.

Il est à noter que les intérêts des deux parties contractantes sont placés sur deux plans différents. L'Etat, en concédant, attend des avantages d'ordre général, tandis que le concessionnaire défend ses intérêts particuliers : il cherche à tirer le maximum de bénéfices du capital engagé. Mais il ne s'ensuit pas que ces intérêts soient irréductiblement opposés. Si l'exploitation est bien organisée, les avantages que l'économie générale du pays en retire doivent être plus grands que les sacrifices consentis aux concessionnaires sous forme de profits particuliers.

En dépit de ces avantages mutuels, pourquoi un tel régime, qui déroge formellement aux principes socialistes, dans la législation aussi bien que dans l'économie, trouve-t-il sa raison d'être en Russie soviétique ?... Pour répondre à cette deuxième question, il est nécessaire de faire état des aveux de Lénine et de son disciple Kameneff, devant le Congrès du Parti Bolcheviste des 8 et 18 mars 1920 ; Lénine a déclaré : (1)

« La révolution internationale monte, et, simultanément, la crise économique devient plus aiguë. Mais nous serions fous si nous en déduisions que, dans un court délai, nous serons secondés par l'étranger sous forme d'une révolution prolétarienne sérieuse. Je suis convaincu que, dans cette salle, des fous de cette espèce ne se trouvent pas. Pendant trois ans nous avons appris, que : miser sur la révolution mondiale ne veut pas dire escompter un bref délai ; le rythme du mouvement peut provoquer une

(1) Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques, 15 novembre 1921.

révolution vers le printemps, mais il peut bien nous dé- tromper aussi. Voilà pourquoi, il convient de régler notre attitude conformément aux rapports de classes qui existent, tant dans notre pays qu'à l'étranger, afin que nous puissions maintenir la dictature du prolétariat le plus longtemps possible, et surmonter peu à peu toutes les crises qui nous accablent. C'est là, la seule position raisonnable du problème ».

Ayant cessé de « miser » sur la révolution mondiale, Lénine, sans toutefois reconnaître que les bolcheviks, avec leurs conceptions communistes, ne sont pas aptes à diriger le pays et à gérer l'industrie, avoue toutefois les difficultés qu'il rencontre :

« Nous ne sommes pas en mesure, a-t-il déclaré, de rétablir notre vie économique dévastée par nos propres forces, sans recourir à l'outillage et à l'aide technique de l'étranger. Il ne suffit pas de faire venir de l'étranger l'outillage. Il faut octroyer des concessions très larges, afin que l'outillage soit monté selon le dernier mot de la technique. C'est ainsi que nous pouvons un peu rattraper l'avance des syndicats de production des autres pays. Toute personne qui regarde les choses froidement doit convenir que, sans cela, nous ne pouvons pas parer à la crise actuelle ».

L'aveu de Lénine a été complété par celui de Kame- neff dans un rapport présenté au même congrès le 15 mars. Il y a dit : (1)

« La Russie des Soviets ne peut exister que si elle développe activement ses forces productrices. Sommes-nous

(1) Bulletin de la Société d'études et d'informations économiques.

capables de mettre en valeur nos richesses naturelles et de rétablir notre économie sans l'aide du capital étranger ? Nous devons répondre carrément à ce Congrès : non !... Mais si nous nous contentions de nous faire aider par le capital étranger, pourquoi n'accorderions-nous pas des concessions aux capitalistes russes ? Cette question est souvent posée. Eh bien ! ceux qui la posent ne comprennent pas que si nous rappelons les capitalistes russes, nous serons obligés de leur céder le pouvoir, tandis que les capitalistes étrangers se contenteront de mettre en valeur les richesses naturelles russes, sans vouloir exercer le pouvoir, tout simplement pour retirer des profits. Nous leur faisons une concession économique précisément pour conserver le pouvoir ».

Ces aveux sont fort significatifs. Durant toute la période où la révolution internationale n'aura pas abouti à un plein succès, les concessions devront être accordées pour les branches d'industrie dont le développement est nécessaire à l'essor de la Russie, mais dont la République soviétique n'est pas à même d'assurer l'activité : ce sont les exploitations forestières, l'industrie minière, l'industrie du pétrole, l'électrification de la Russie, etc... Cela a pour but d'attirer des capitaux étrangers et d'introduire des connaissances techniques plus perfectionnées de l'étranger (1). Mais pour atteindre ce but, la Russie a-t-elle à sa disposition d'autres moyens que la concession ? Pourquoi n'emploie-t-elle que la politique concessionnaire ? C'est la troisième question, qu'il nous reste à examiner.

On sait que le gouvernement des Soviets a répudié

(1) La vie économique des Soviets, n° 62, 20 novembre 1927.

toutes les dettes extérieures contractées avant la révolution de 1917 et a nationalisé les propriétés étrangères sans indemnité. Il a inauguré un régime sous lequel la propriété privée n'a pas de raison d'être ; même au cas où exceptionnellement la propriété existe, aucune sécurité ne lui a été assurée. Qui pourrait donc encore placer dans ce pays ses capitaux, sans crainte de les perdre irrémédiablement ?

Quant aux connaissances techniques, il serait évidemment fou de les mettre à profit pour renforcer un adversaire, qui cherche toujours à dépouiller les autres pays où la vie économique est plus aisée.

Néanmoins, comme aucun emprunt par voie de mouvement normal des capitaux et aucune mise à contribution de connaissances techniques par voie de simple rémunération, ne sont possibles, la Russie, en renonçant à toutes les voies inefficaces, a eu la sagesse de découvrir ce qui est susceptible d'obliger les entrepreneurs étrangers, de faire ce que la Russie veut, de la même manière qu'un homme qui va prendre un repas délicieux quand il y est obligé par la faim. C'est que la Russie est un élément nécessaire et important du marché mondial. On peut citer, pour exemple, son importance pour le marché du manganèse. On connaît le rôle du manganèse dans l'industrie, en tant qu'élément indispensable dans la production de l'acier. Cependant les ressources mondiales en manganèse sont limitées : l'U.R.S.S., l'Inde et le Brésil, et, depuis la guerre, la Côte de l'Or (Gold coast) et l'Afrique Occidentale, sont les seuls pays qui exploitent le manganèse sur une vaste échelle. Le manganèse russe a occupé une situation prépondérante sur le marché. Pour la période de 1904-1913, il avait constitué en moyenne 38,5 % du commerce mondial de ce produit, mais cette proportion était de 52 % en

1913 (1) ; il est alors facile de concevoir que le sort des industries mondiales qui en ont besoin dépend pour moitié, des fournisseurs de manganèse russes ; la Russie joue, en outre, un rôle mondial plus ou moins important, en ce qui concerne le bois, les fourrures, le charbon et l'anthracite, le lin, la filasse, le chanvre, les œufs, le poisson, le blé, le naphte, etc... De même pour la consommation, elle joue avec son immense population un rôle mondial qui n'est pas moins important en ce qui concerne : le coton, l'outillage, les peaux brutes, la laine, le caoutchouc, les papiers, les colorants, les teintures, le fer et l'acier, le thé, les produits chimiques, les machines, les locomotives, etc... (2). Dans ces circonstances les pays étrangers sont à la fois obligés et désireux d'envoyer leurs entrepreneurs travailler sur le territoire russe, si cela est possible, et de les y aider financièrement puisque : premièrement, les bénéfices de ces entrepreneurs leur constituent un élément créditeur de la balance de compte ; deuxièmement, les devises russes possédées par les entrepreneurs favorisés d'autant, leur permettent de régler des affaires en Russie, et par suite favoriser les cours de change ; troisièmement, des opérations concernant les matières qui doivent être importées de Russie et celles qui y doivent trouver leur débouché sont facilitées par l'intermédiaire des entrepreneurs.

Ainsi, ce serait la politique concessionnaire seule qui pourrait attirer des capitaux étrangers sans difficulté, qui pourrait introduire, le plus complètement, en Russie, des

(1) La Vie économique des Soviets, p. 10 et 11, n° 45, 5 mars 1927.

(2) La Vie économique des Soviets, p. 1 et 2, n° 45, 5 mars 1927.

connaissances techniques. Ce serait aussi la concession qui permettrait au gouvernement soviétique de retenir les bénéfices vitaux de ces entreprises.

Mais comme le cadre des institutions soviétiques n'était pas de nature à encourager l'activité du capital privé, il était indispensable de fournir à ce capital des garanties nécessaires de sécurité et l'assurance d'une rémunération intéressante. On a aussi eu le souci de maintenir le plus possible les principes fondamentaux de l'économie soviétique. De plus on a estimé que l'introduction du capital étranger, en resserrant les liens entre les pays capitalistes de l'Occident et l'Etat communiste, tendrait à fortifier et à consolider le pouvoir soviétique (1).

Des textes législatifs ont été par suite promulgués pour consacrer les principales clauses concernant d'un côté les garanties d'ordre général que l'Etat soviétique croit devoir exiger et, d'autre part, les garanties que réclament les concessionnaires pour assurer le fonctionnement des entreprises.

Le premier texte relatif au régime des concessions est le décret du 23 novembre 1920 concernant les conditions économiques et juridiques des concessions, promulgué dans le recueil R.F.S.R. de 1920 n° 91 art. 480.

Les principes de ce texte sont les suivants :

1°) La rémunération du concessionnaire sera représentée par une partie des produits déterminée par le contrat de concession, avec droit d'exportation à l'étranger ;

2°) Au cas d'application sur une grande échelle de perfectionnements techniques spéciaux, il sera accordé au concessionnaire des privilèges commerciaux (notamment

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

fabrication des machines, contrats spéciaux pour des commandes importantes, etc...) ;

3°) Suivant le caractère et les conditions de la concession, des délais de longue durée seront accordés pour indemniser le concessionnaire du risque, ainsi que de l'achalandage technique engagé par lui dans l'entreprise de concession ;

4°) Le gouvernement de l'U.R.S.S. garantit que le patrimoine du concessionnaire investi dans l'entreprise ne sera ni nationalisé, ni confisqué, ni réquisitionné ;

5°) Le concessionnaire aura le droit d'embaucher, pour ses entreprises, des ouvriers et employés, sur le territoire de U.R.S.S. en conformité avec les dispositions du code de travail ou par contrat spécial garantissant l'observation à leur égard des conditions déterminées du travail et ayant pour but la sauvegarde de leur vie et de leur santé ;

6°) Le gouvernement de U.R.S.S. garantit au concessionnaire qu'il ne sera pas dérogé aux conditions du contrat de concession par un acte unilatéral du gouvernement et par voie d'ordonnance ou décret quelconque (1).

Quant aux autres textes, ce sont : le décret du 30 mai 1923 sur le mode des concessions, le décret du 8 mars 1923 sur l'établissement du comité supérieur des concessions, le décret du 11 août 1925 sur l'organisation d'une commission pour la surveillance des concessions (2).

Au surplus, en ce qui concerne la question des anciennes dettes extérieures, le gouvernement des Soviets a élaboré un projet, pour pallier son ancienne attitude et

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

(2) Id.

susciter les demandes de concessions de la part des capitalistes qui ont été victimes de la non reconnaissance des dettes ; le gouvernement soviétique dit : « Nous ne devons jamais reconnaître les dettes de l'ancien régime et ne songeons guère à annuler les décrets qui ont méconnu ces dettes. Mais, dans certaines conditions, nous consentons exceptionnellement à dédommager les porteurs et à reprendre le service des divers emprunts émis ou garantis par l'ancien gouvernement, en demandant terme, délai et réduction de la créance ; comme nos ressources sont insuffisantes, nous ne pourrions le faire que moyennant un appui financier de la part des pays créanciers ; comme un grand emprunt au profit des Soviets paraît impossible, le recours aux ressources qui pourraient être fournies par l'exploitation des concessions paraît être envisagé avec intérêt » (1).

Ce projet est conçu de la façon suivante :

Il serait créé une série de sociétés mixtes auxquelles le gouvernement des Soviets concéderait des biens à exploiter : 50 pour cent des bénéfices de ces sociétés reviendrait aux Soviets, quant à l'autre moitié elle ferait l'objet d'un partage entre les capitalistes qui fourniraient les fonds d'exploitation et les porteurs de titres russes. Le gouvernement des Soviets serait censé ignorer les relations entre les capitalistes et les anciens porteurs, quitte pour ces derniers à s'arranger entre eux ; en réalité, aucune société de ce genre n'a été encore autorisée (2).

Dès 1923 à 1924, de nombreuses commissions ont été créées par le gouvernement des Soviets auprès de la re-

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

(2) Id.

présentation commerciale russe, dans des pays étrangers, qui ont certains rapports économiques étroits et importants avec lui (à Londres, à Paris, à Berlin, à New-York, à Tokio, etc...) (1) pour propager, d'une part, la situation, économiquement enviable, des domaines à concéder, et faciliter, d'autre part, la négociation avec ceux qui sont désireux d'obtenir des concessions.

Ce qui a été accompli prouve que la politique russe des concessions ne peut pas être considérée comme une politique indifférente. Elle est très sérieuse. La Russie soviétique n'y a pas moins fait preuve de sacrifices et d'efforts.

Quelle est l'attitude des étrangers vis-à-vis de cette politique ?...

En effet, la raison escomptée par les Soviets, à savoir que l'économie mondiale et l'équilibre économique de l'Europe, ne sauraient être rétablis qu'à condition de faire participer l'U.R.S.S. au système de l'évolution économique du monde entier et d'utiliser les matières premières et les marchés russes, ne laisse pas d'avoir trouvé sa justification en matière de concessions. De 1922 au 1^{er} septembre 1927, il a été reçu 2.193 demandes de concessions (2). Le pays étranger qui en a présenté le plus grand nombre est l'Allemagne ; puis viennent l'Angleterre, les Etats-Unis, la France et d'autres. L'Allemagne s'est intéressée avant tout à l'industrie de transformation, puis au commerce et à l'agriculture ; l'Angleterre au commerce, puis à l'industrie minière et aux industries de transformation ; les Etats-Unis à l'industrie minière, puis aux concessions

(1) Bulletin d'information russe, 13 mai 1924.

(2) Rapport du ministre français à Moscou, communiqué à l'office national de commerce extérieur, 8 juin 1928.

commerciales et aux industries de transformation ; enfin la France aux industries de transformation, puis au commerce et à l'industrie minière (1).

Le nombre de ces demandes montre bien que les capitalistes étrangers sont incontestablement désireux d'exploiter des concessions en Russie Soviétique.

Il semble que la situation économique des Soviets, la capacité de production et le désir de réaliser des bénéfices des capitalistes étrangers, devraient engendrer des merveilleux résultats. Mais à partir de 1921 jusqu'à 1928, les conséquences furent tout autres.

En effet, les concessions visent toutes les branches des industries étatiques et cela sous des modalités très variées.

Il y a d'abord : (2)

a) Les concessions pures. — La firme étrangère fournit elle-même les fonds nécessaires à l'entreprise fonctionnant dans l'U. R. S. S. et en dispose seule dans les limites du contrat de concession et des lois soviétiques générales. Dans ce cas, les bénéfices résultant de l'exploitation de l'entreprise sont recueillis par le concessionnaire à l'exception de redevances stipulées par le contrat et des impôts habituels.

b) Les Sociétés mixtes. — Dans ce type de concession un organe soviétique d'état participe concurremment avec le groupe étranger, à la commandite et à la gestion de l'entreprise. La répartition des bénéfices entre les participants s'effectue en conséquence. Il existe dans l'U.R.S.S. des Sociétés anonymes mixtes, ayant pour but, non seule-

(1) La Vie économique des Soviets, n° 62, novembre 1927.

(2) Le guide des commerçants et industriels en Russie soviétique, pages 113, 114.

ment des opérations commerciales, mais également d'exploitation des entreprises industrielles, des opérations, des transports, etc...

c) Des contrats dits de financement. — Ces contrats visent l'activité commune des organisations soviétiques et des firmes étrangères pour fournir les fonds nécessaires aux approvisionnements en matières premières et autres produits et à leur exportation de l'U.R.S.S.

d) Contrats relatifs au concours technique qui sont passés par les organisations soviétiques avec les consortiums étrangers. — D'après ces contrats, le groupe étranger s'engage, sous certaines conditions, à mettre à la disposition de l'organisation soviétique, ses brevets, ses croquis et autres données fournies par son expérience technique, en vue de leur utilisation par la partie contractante.

Les années 1921, 1922, 1923 étaient une période pendant laquelle le capital étranger tâta le terrain en Russie et faisait connaissance avec la vie économique et la législation dans l'U. R. S. S. Il a été accordé 5 concessions en 1921 et 16 concessions en 1922. En 1923, 607 propositions en vue de l'obtention de concessions ont été présentées aux Soviets, dont 44 ont été accordées. La fin de cette année marqua une date de diminution de propositions à cause d'un filtrage sévère de la part des représentations commerciales soviétiques à l'étranger ; les propositions qui ne présentent qu'un intérêt de second ordre, ou n'ayant pas de base financière solide ne sont même pas examinées par les organes de l'Etat. Une partie des propositions est présentée par les anciens propriétaires d'entreprises avec lesquels 9 contrats sur 59 ont été signés. Les anciens propriétaires doivent toutefois renoncer absolument et complètement à tous dédommagements pour leurs

biens nationalisés et pour les pertes occasionnées, soit par la guerre mondiale, soit par la guerre civile (1).

En 1924, l'U. R. S. S. aborde une période particulièrement importante de son activité, car ce ne sont plus de petites firmes et des industriels moyens qui cherchent l'exploitation des richesses naturelles de l'U.R.S.S., mais des groupements jouissant d'une renommée mondiale, des associations de capitalistes qui jouent un rôle actif dans la vie économique de l'Europe et de l'Amérique : la concession allemande du Laboratoire Léo de Dresde et de Wostwag, la concession américaine de J.-A. Vint, etc... (2)

Jusqu'en 1925, 13 contrats de concessions ont été annulés, 7 pour non accomplissement par les concessionnaires des engagements prévus par les contrats et 6 pour l'expiration du délai de leur validité. On pouvait compter cette année-là 90 concessions en Russie soviétique. Les capitaux réellement versés par les concessionnaires dans les 90 entreprises, se montent au total à plus de 25 millions de roubles. Les capitaux dont le versement est prévu pour l'avenir par le contrat de concession, s'élèvent à environ 48 millions de roubles, et la concession Lena-Golfields comprise, à environ 80 millions de roubles (3)

A l'époque les entreprises concessionnaires ne jouent dans l'économie nationale de l'U.R.S.S. qu'un rôle auxiliaire et subsidiaire. L'importance qu'ont eue ces entreprises par rapport aux entreprises soviétiques de l'état de la même branche de l'économie, a été tout à fait insignifiante

(1) Bulletin du correspondant de l'agence télégraphique russe, 10 février 1924.

(2) Bulletin du correspondant de l'agence télégraphique russe, 18 février 1924.

(3) Bulletin de l'agence télégraphique de l'U.R.S.S., 8 août 1925.

sauf les concessions forestières qui font exception, en fournissant environ 24 % du bois exporté de la région septentrionale de l'Union et dont le chiffre d'affaires a été, en 1924, 16 millions de roubles, et en 1925, 20 millions de roubles (1).

Dans le courant de l'année 1926, 1927, la présence d'immenses ressources naturelles, l'augmentation de la population, ouvrent à l'U. R. S. S. la perspective et la nécessité d'un progrès plus rapide qu'auparavant. Le gouvernement a été amené à élaborer un programme dans lequel les grands travaux d'électrification, de constructions industrielles, d'irrigation, etc., comportent, de 1925-26 à 1930-31, une augmentation matérielle de 184 %. Or, un tel programme exige, sans aucun doute, l'investissement d'énormes capitaux. Au cours de ces cinq années prévues, le gouvernement se propose d'investir environ 18 milliards de roubles et estime en même temps possible de faire appel au capital étranger pour une somme de 1,5 à 2 milliards de roubles (2).

Sur la base du plan d'industrialisation établi par le gouvernement, il a été rédigé une liste détaillée des concessions possibles, qui a été publiée dans toutes les langues étrangères pour que les industriels et financiers étrangers soient à même d'étudier la possibilité d'activité en Russie, les conditions du travail, les richesses naturelles des régions où l'on désire attirer le capital étranger.

La statistique des concessions de cette année est la suivante : (3)

(1) Lettre d'ambassadeur français, à Moscou, 16 mars 1926, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

(2) La Vie économique des Soviets, p. 17, n° 62.

3) La Vie économique des Soviets, p. 19, n° 62.

EN NOVEMBRE 1927

NATIONALITÉS DES CONCESSIONNAIRES	Industries minières	Industries et transformations	Transports et communications	Agriculture	Forêts	Pêches et chasses	Bâtiment	Collaboration technique	Commerce	Divers	TOTAL	
											en chiffres absolus	en o/o
1 Etats-Unis.....	5	3	9	1	1		1	2			11	10
2 Angleterre.....	4	1	1	0	1		1	1	1		10	9,1
3 France.....		1	1				1	2			5	4,5
4 Allemagne.....		6	3	2		1		11	6	1	31	28,2
5 Autriche.....		3							2		5	4,5
6 Italie.....	1										1	0,9
7 Suède.....		4						2			6	5,5
8 Japon.....	6				1	1				1	8	7,3
9 Norvège.....						2					2	1,8
10 Pologne.....		5									6	5,5
11 Lettonie.....		1									1	0,9
12 Finlande.....		1									2	1,8
13 Hollande.....				1							1	0,9
14 Danemark.....		1	1								2	1,8
15 Tchécoslovaquie....									1		1	0,9
16 Perse.....	1								2		3	2,7
17 U. R. S. S.....		1	1	1	2				1		6	5,5
18 Capital international										2	3	2,7
19 Capital mixte.....			1		1						2	1,8
20 Autres.....		1							3		4	3,6
Total =	17	28	8	6	6	3	3	18	17	4	140	100
en o/o	15,4	25,5	7,3	5,5	5,5	2,7	2,7	16,3	15,4	3,7		100

En 1928 la politique concessionnaire n'accuse pas de progrès sensibles.

Le 20 juin, le Comité central exécutif de l'U.R.S.S. a décidé de supprimer toutes les facilités accordées jusqu'ici par le fisc en matière d'impôts industriels aux particuliers, artisans, entreprises et coopératives, qui s'adonnent à l'industrie de la parfumerie et des cosmétiques. Les entreprises qui fabriquent des articles de parfumerie soumis au droit d'accise seront désormais obligées de prendre une patente. Les produits soumis au droit d'accise devront porter une étiquette indiquant le prix de vente au détail, droit compris (1).

Ces mesures montrent la facilité avec laquelle les autorités soviétiques transforment la législation en matière d'impôts. Elles prouvent aussi que les concessionnaires étrangers doivent être de plus en plus circonspects dans leurs calculs.

Mais, d'autre part, des mesures favorables aux concessionnaires ont été prises par le conseil des commissaires du peuple dans certaines branches de production, exploitation des gisements, des minerais de couleurs, industries mécaniques, industrie automobile, production de papier, de cellulose, de soie artificielle et des tanins.

Les droits et les faveurs accordés aux concessionnaires sont : (2)

1. — Facilité pour la libre vente de leurs produits avec droit de priorité accordé au gouvernement.

(1) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 25 juin 1928, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

(2) Journal de l'agence économique et financier, 22 septembre 1928.

2. — Facilité douanière pour l'importation d'outillage du matériel et des matières premières nécessaires à la concession.

3. — Mesures facilitant l'exportation des fonds à l'étranger dans les limites prévues par le contrat de la concession.

4. — Introduction d'un système d'impôt unique qui, comme on peut le supposer, doit remplacer les multiples contributions que paie à l'heure actuelle le concessionnaire.

Ces mesures n'ont presque donné aucun des résultats qu'en escomptait le Conseil des commissaires du peuple, car ce ne sont que des faveurs temporaires qui ne peuvent pas offrir d'avantages définitifs et certains.

En conclusion, les capitaux étrangers réellement attirés en Russie soviétique n'ont jamais dépassé 50 millions de roubles, soit le quarantième du rendement de la somme de 2 milliards prévue dans le programme des Soviets.

Quant aux bénéfices nets des concessionnaires, il a été de 28 millions de roubles en 1926, 7 millions en 1927 (1). Ce qu'il faut remarquer, c'est que les entreprises, qui accusaient les bénéfices nets les plus élevés, entre 50 et 90 % de leurs capitaux, sont généralement celles qui n'y investirent qu'un capital modeste, travaillèrent pour le marché intérieur et fabriquèrent des objets d'usage courant, tels que des crayons, des articles en celluloïd, des peignes, des boutons, etc... (2) : les entreprises importantes, le plus souvent les concessions de mines, ne réalisent qu'un bénéfice très faible ou travaillent avec des pertes

(1) Revue d'économie politique, page 1.363, 1928.

(2) La Vie économique des Soviets, n° 73, 5 mai 1928.

qui sont quelquefois extrêmement lourdes et impossibles à supporter.

Certains économistes soutiennent qu'un travail rémunérateur, en Russie soviétique, est absolument impossible pour les concessionnaires étrangers (1). Sous le système communiste, les autorités soviétiques peuvent paralyser l'activité des concessionnaires, par la voie juridique aussi bien que par la voie économique, au moment où ils le veulent. Les exigences, quelquefois peu raisonnables des syndicats ouvriers, peuvent entraver le concessionnaire et augmenter encore les charges exceptionnellement lourdes. Le système de concession lui-même n'a aucune souplesse lui permettant de faire face aux événements, en cas de crise économique intérieure ou extérieure.

Néanmoins, le fait prouve que si la politique concessionnaire n'a encore donné que des résultats insignifiants et a déçu les espoirs que l'on fondait sur elle, et que ni l'une ni l'autre des deux parties contractantes n'est pleinement satisfaite de ce régime, il est encore faux de dire qu'un travail fructueux est absolument impossible pour les concessionnaires étrangers qui travaillent chez les Soviétiques, puisque certains concessionnaires ont réalisé des bénéfices considérables.

Il nous paraît donc hautement intéressant de rechercher la cause de cet insuccès en examinant précisément la structure juridique et le mécanisme économique de cette politique pour voir si elle est vraiment profitable pour chacune des parties contractantes.

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

CHAPITRE II

STRUCTURE JURIDIQUE DE LA CONCESSION

Nous consacrerons ce chapitre à l'étude de la structure juridique de concession, structure dont dépendent les limites de toute l'activité économique des concessionnaires dont la prospérité n'est possible qu'autant que cette structure est juste, stable et souple.

Nous examinons dans le § 1 le caractère juridique de la concession, § 2 l'organe de la concession, § 3 le contrat de concession, § 4 la question ouvrière, § 5 juridiction compétente pour le contentieux de la concession.

§ 1 — Le caractère juridique de la concession

D'après les articles 53, 54, 55 du code civil soviétique, les biens qui sont normalement propriété de l'Etat comme la terre, le sous-sol, les forêts, les eaux, les chemins de fer d'utilité générale, leur matériel roulant et les appareils de locomotion aérienne, etc..., ne peuvent être objet de propriété privée qu'en vertu d'une concession accordée par le gouvernement ; par conséquent la concession peut être juridiquement définie.

« Une loi spéciale promulguée par le conseil des commissaires du peuple de l'Union, accordant aux particuliers étrangers, dans un but d'utilité publique et sous certaines

conditions, la possession des objets qui sont propriété de l'Etat ».

Il résulte de cette définition certains caractères juridiques de concession.

Premièrement, la concession a un caractère synallagmatique. Le Gouvernement n'alliènera un élément de sa propriété que lorsque certaines contreprestations lui seront garanties et que certains dangers ou inconvénients, d'ordre économique, social, politique, seront éliminés le plus possible. A l'inverse, le concessionnaire ne donnera ses capitaux et ses activités économiques que s'il peut y trouver une rémunération intéressante et certaine, et aucune insécurité pour sa personne et pour ses biens. La réciprocité des droits et des obligations de chaque partie contractante est donc un élément essentiel et indispensable de la concession (1).

En second lieu, c'est le caractère aléatoire de la concession. Une fois concédés, les biens sont à la libre disposition du concessionnaire. Celui-ci a pleins pouvoirs et la liberté d'établir le prix de vente, de se procurer des matières premières, de construire des stocks, d'engager des crédits, d'employer de la main-d'œuvre et des techniciens à la condition que les dispositions du contrat de concessions respectent les lois en vigueur en Russie soviétique et les contrats collectifs y seront conformés (2).

Le Gouvernement n'a aucun droit d'intervenir dans l'administration de la concession. Supposons que l'affaire soit en pleine prospérité et qu'un bénéfice considérable soit réalisé ; c'est le concessionnaire qui est en droit d'en

(1) Contrat de concession Krupp ; document confidentiel existant à l'office national de commerce extérieur.

(2) Id.

jouir sauf certains partages réservés au gouvernement si ces bénéfices dépassent une limite déterminée dans le contrat de concession, généralement de 25 % du capital investi. Si, au contraire, il y a déficit, c'est aussi lui seul qui supportera la perte, quelle que lourde qu'elle soit, mais le gouvernement n'est guère tenu en droit de subventionner l'entreprise concessionnaire, de lui avancer des crédits ou de lui faire remise des redevances dues au gouvernement.

En troisième lieu, le contrat est fait intuitu personæ. Sur ce point, on distingue deux catégories de concession : la concession à un particulier et la concession à une société. Sous le premier cas, le gouvernement ne concède des biens qu'à un particulier déterminé. Celui-ci a le droit de les posséder ou disposer mais non le droit de les rétrocéder à un tiers sans le consentement du gouvernement. Dans le second cas, le principe se pose autrement. Une société anonyme doit nécessairement se composer d'actionnaires nombreux, personnels dont les situations varient d'autant plus fréquemment qu'ils sont en nombre plus grand ; il est donc impossible, sinon trop gênant, de demander le consentement du gouvernement chaque fois qu'il y a changement de titulaire des actions. Dans ce cas-là, seule on considère la personne morale de la société sans tenir compte des personnes physiques qui la composent (1).

En quatrième lieu, l'objet de la concession peut être tout ce qui fait l'objet de l'activité économique nationale des Soviets. La concession n'est autre chose qu'un moyen pour accélérer le développement économique des Soviets,

(1) Contrat de concession Krupp.

tant que ce but peut être atteint, il y a des matières à concéder telles que l'industrie de l'exploitation ou extraction de matières premières, l'industrie de transformation, le commerce intérieur ou extérieur, le crédit, le transport, etc... (1)

Enfin le caractère précaire de la concession est encore plus intéressant à remarquer. Ce caractère peut être envisagé à un double point de vue, juridique et économique. Une concession n'est valable que lorsqu'elle est autorisée par une loi, promulguée par le Conseil des Commissaires du peuple. Cette loi est appelée loi-concession : la stabilité de la concession dépend essentiellement de celle de la loi-concession. D'après l'article 6 du décret du 23 novembre 1922, qui est ainsi conçu : (2)

« Le Gouvernement de la R.S.F.S.R. garantit au concessionnaire qu'aucun changement provenant d'une volonté unilatérale ne sera toléré ou apporté au statut du contrat de concession, soit par voie administrative, soit par décret ». Il semble que le pouvoir législatif renonce au profit du concessionnaire, à son droit de modifier ou d'abolir par un acte unilatéral les dispositions d'une loi-concession. En effet, telle n'est pas du tout l'intention du législateur. On peut citer l'interprétation de l'art. 6 donnée par un juriste soviétique M. Landau (3) :

« Il est impossible d'admettre que l'article 6 du décret du 23 novembre 1920 signifie que le pouvoir soviétique a renoncé au règlement législatif des questions faisant l'objet des lois-concessions. Cela aurait été une restriction

(1) Bulletin d'information russe, n° 4, septembre 1922.

(2) Revue économique internationale, octobre 1925.

(3) pages 49 et 50, Landau (B.A.) Kontsessionnoé pravo, Soiouza S.S.R.

du pouvoir soviétique au profit du concessionnaire, c'est-à-dire d'un représentant de l'élément capitaliste qui lui est hostile. En dehors de cette considération politique, on peut faire contre une telle interprétation des objections d'ordre purement juridique. La concession est une loi spéciale promulguée par le conseil des commissaires ; mais toute loi promulguée par le conseil des commissaires peut être abrogée en vertu des articles 20, 31, 35 de la constitution de l'union par le comité central exécutif de l'union ou son présidium. Autrement dit, les organes législatifs de l'union peuvent édicter des lois qui modifient ou abrogent l'économie des lois-concessions ».

On conçoit donc que l'article 6 ne signifie point qu'une loi-concession ne peut être modifiée ou abrogée par une nouvelle loi, mais simplement que dans le cas d'une telle modification, le concessionnaire a droit à des dommages-intérêts (1). Ainsi, juridiquement, la concession n'a pas une stabilité intangible, mais même économiquement, elle n'en a pas non plus.

Le régime de concession n'est pas compatible, au moins en principe, avec le régime communiste. S'il a été adopté, c'est parce qu'il répond à certaines nécessités pour l'économie communiste pendant l'époque transitoire. Or, cette nécessité ne peut qu'être temporaire. Un jour viendra où le développement des forces productrices du pays permettra d'établir une économie communiste intégrale, il sera, sans doute, alors presque aussitôt, aboli.

En réalité, l'instabilité économique est la cause de l'instabilité juridique ; le législateur ne peut supprimer une concession quand il lui plait pour ne pas éveiller la

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

méfiance des étrangers. Il ne la supprime qu'au moment où la situation économique l'exige ; il est donc inexact de dire que la concession n'a absolument pas de certitude, car tant qu'une économie communiste intégrale n'est établie, la concession a sa raison stable d'existence. On peut préciser que la durée du non établissement d'une économie communiste intégrale constitue une carrière de stabilité de concession ; seulement cette stabilité se différencie de la stabilité absolue, qui existe dans le système capitaliste, où l'on n'a rien à craindre. Elle se différencie également de l'instabilité absolue qui décourage toute activité. Cette instabilité tient seulement au caractère provisoire de la concession.

§ 2 — L'organe de la concession

Pour établir une concession des connaissances techniques, des personnes spécialisées sont indispensables, non seulement de la part de concessionnaires, mais également du côté du concédant. Le concédant ne peut profiter de la concession que si celle-ci s'exploite normalement avec des capitaux suffisamment abondants, des outillages et des machines les plus perfectionnés, des personnels les plus capables et travaillant le plus sérieusement ; les redevances atteignent un chiffre suffisamment élevé ; les progrès dans la vie économique se développent à une vitesse convenable.

Or un tel état de choses ne peut se produire que si la concession a été établie dans les conditions les plus appropriées ; il s'ensuit qu'un personnel spécialiste est nécessaire pour évaluer d'une façon très précise la capacité et la situation financière du concessionnaire, la puissance de

productivité des choses à concéder et toutes les conditions économiques du pays. Si cette évaluation est précisément faite, les meilleurs résultats peuvent être facilement escomptés. Dans le cas contraire, des conséquences déplorable s'en suivent non seulement pour une des parties contractantes, mais aussi pour l'avenir de la politique concessionnaire tout entière. Une mauvaise évaluation entraînerait des conditions qui existeront nécessairement au détriment de l'une et au profit de l'autre des parties et par répercussion toutes deux seront ruinées. Supposons que des concessions soient accordées avec des conditions trop lourdes pour le concessionnaire qui, ne pouvant que travailler à perte, serait obligé de se retirer ; en conséquence les capitaux, les machines perfectionnées et les connaissances techniques ne pourront être introduites en Russie. A l'inverse, le concessionnaire travaillant dans des conditions trop avantageuses pourrait réaliser des bénéfices considérables qui constitueraient un élément défavorable dans la balance du compte de la Russie. La Russie serait amenée alors à prendre toutes mesures utiles pour paralyser le concessionnaire en vue de diminuer ses bénéfices.

C'est pour assurer l'existence d'une situation, qui seule peut fournir un profit le plus élevé, qu'un organe spécialisé pour la concession dit « comité supérieur de concessions », a été créé par un décret du 8 mars 1923 (1).

Jusqu'ici, la procédure relative à l'examen des demandes de concessions présentées par des particuliers ou des groupes étrangers et la signature des contrats de concession étaient dirigées par un comité principal pour les concessions auprès du conseil de travail et de la défense.

(1) Bulletin d'information russe, novembre 1923.

Le décret a posé, tout d'abord, les principes que voici (1) :

Il sera établi, en remplacement du comité pour les concessions et les Sociétés par actions rattachées au conseil du travail et de la défense, un comité supérieur des concessions (Glavconcesskom) dépendant du conseil des commissaires du peuple. Le comité se composera d'un président et de quatre membres désignés par le conseil des commissaires du peuple. A titre consultatif, le comité pourra inviter à ses réunions des représentants des républiques alliées.

Les fonctions du comité seront, d'après ce décret, les suivantes :

a) le contrôle général de toutes les affaires concernant la participation du capital étranger à l'activité industrielle, commerciale et économique de la R.S.F.S.R. et des républiques soviétiques alliées ;

b) le contrôle des négociations relatives à la conclusion de tout contrat de concession qui comporte des dérogations au droit commun ;

c) l'examen en accord avec les représentants des départements intéressés de toutes les propositions relatives au contrôle des concessions qui ont été établies conformément aux § 6, 7, 8 du présent décret, y compris les projets de concessions d'entreprises municipales qui ont été présentés au comité supérieur de concessions conformément aux dispositions du décret spécial en la matière ;

d) l'examen en accord avec le comité pour le commerce intérieur des dispositions relatives à la constitution des sociétés par actions avec la participation du capital

(1) Bulletin d'information russe, novembre 1923.

étranger et des statuts desdites sociétés, des requêtes des sociétés étrangères qui sollicitent l'autorisation d'exercer leur activité sur le territoire de la R.S.F.S.R. ou des républiques soviétiques alliées ;

e) la présentation à la ratification du conseil des commissaires du peuple des projets de contrat de concession ou des statuts de sociétés par action ainsi que des décrets autorisant les firmes étrangères à effectuer des opérations en Russie.

En outre, le comité supérieur des concessions peut publier des instructions et règlements concernant toutes matières ; l'observation de ces instructions et règlement s'impose à tous les commissariats et à leurs départements.

Quant aux règles de la compétence respective du comité supérieur de concession et des autres autorités soviétiques, le décret les a tracées ainsi :

Aucune institution n'a le droit d'engager des négociations relatives aux concessions sans l'autorisation du comité supérieur de concession. Les négociations préliminaires ainsi que l'élaboration des projets de contrat de concession ne peuvent être dirigés par les comités des concessions des républiques alliées, des commissariats du peuple, etc., qu'autant que ces organes y ont été autorisés par le comité supérieur de concession, elles doivent être dans ces cas conduites conformément aux instructions du comité supérieur de concession. Le comité supérieur de concession peut, en cas de besoin, conduire les négociations directement avec les concessionnaires.

Observation : a) Lorsque les comités de concessionnaires des républiques alliées conduisent des négociations dans les conditions prévues par le présent décret au sujet de demandes de concessions, ils doivent informer le comité

supérieur de concession du développement de ces négociations et lui transmettre des copies de documents y relatifs ; b) les commissariats du peuple qui ne possèdent pas de bureau spécial de concession ne peuvent conduire des négociations à ce sujet, à la suite de réception des demandes de concessions sans une autorisation spéciale du comité supérieur de concession auquel doivent être adressées toutes les requêtes ; c) les comités exécutifs locaux peuvent conduire les négociations relatives à des concessions d'entreprises municipales en se conformant aux dispositions du décret spécial sur la matière ; ce décret a été promulgué le 12 avril 1923.

2. Les négociations concernant l'octroi de concessions sur le territoire des républiques soviétiques alliées et l'élaboration des projets de contrats correspondants doivent être conduites avec l'assentiment et la participation des représentants de ces républiques.

3. En vue de la conduite directe à l'étranger de négociation avec des demandes de concession, de la rédaction préliminaire de projets de contrats, de la mise en exécution à l'étranger des mesures arrêtées par le Comité supérieur de concession, ce Comité a la faculté d'organiser, en liaison avec les délégations commerciales de la R.S.F.S.R. à l'étranger des comités de concession qui lui seront subordonnés et qui fonctionneront dans des conditions à fixer par un décret spécial qui sera soumis à la ratification du conseil des commissaires du peuple.

4. Les contrats de concessions ratifiés par le Conseil des commissaires du peuple seront signés au nom du gouvernement par le commissaire pour le département dont ressortit l'entreprise étrangère : ces contrats seront contre-signés par le commissaire du peuple pour les affaires

étrangères, excepté dans le cas où le conseil des commissaires du peuple aurait délégué à un représentant le pouvoir de signer le contrat.

5. Le texte original des contrats signés par les concessionnaires sera conservé aux archives du Conseil des commissaires du peuple ; des copies certifiées de ces contrats seront remises au comité supérieur de concession, au commissaire du peuple pour les affaires étrangères, ainsi qu'aux autres commissariats intéressés.

Enfin, le décret édicte une sanction : les personnes qui engageront des négociations sans avoir été mandatées à cet effet seront punissables dans les conditions prévues par l'art. 106 du code criminel de la R.S.F.S.R.

Les comités créés à l'étranger tels qu'à Londres, Paris, Tokio, New-York, Berlin, etc..., sont très nombreux. Il nous suffit d'examiner l'un d'entre eux pour avoir, des autres, une idée suffisante quant au mécanisme et au rôle de ces comités.

Le comité de concession à Londres nous fournit l'exemple le plus clair.

Conformément au décret cité ci-dessus, un décret spécial a été promulgué en vue de l'établissement du comité de concession à Londres.

D'après ce décret spécial, il sera institué en liaison avec la délégation commerciale de la R.S.F.S.R. à Londres un comité de concession, qui fonctionnera conformément aux instructions du comité supérieur de concession à Moscou ; ce Comité de concession à Londres se composera d'un président, d'un vice-président et des deux membres désignés par le comité supérieur de concession ; l'un de ces membres sera nommé après avis du conseil supérieur de l'économie nationale. Le comité de concession à

Londres est autorisé à inviter à ses réunions, à titre consultatif et pour la solution des questions spéciales, des personnes d'une compétence particulière, y compris les membres de la délégation commerciale.

Le rôle du comité sera (1) :

a) d'examiner les requêtes de ceux, qui, en Grande-Bretagne, sollicitent l'octroi de concessions ; (à l'exclusion des colonies) les propositions relatives à l'organisation des sociétés mixtes et les demandes de toute nature concernant des opérations à effectuer sur le territoire de la R.S.F.S.R.

b) d'étudier les capacités financières et techniques des firmes qui auront adressé des demandes de concessions.

c) de conduire des négociations directes avec les demandeurs de concession et de préparer les projets de contrat de concession, conformément aux instructions du Comité supérieur de concession.

d) de fournir des informations et de donner son opinion sur les questions qui lui seront soumises par le Comité supérieur de concession, en ce qui concerne les requêtes dont le comité supérieur et les services des concessions des commissariats du peuple auront été directement saisis.

En outre le comité à Londres doit transmettre au comité supérieur de concession, tous les procès-verbaux de ses réunions, des rapports périodiques sur le développement de négociations concernant les concessions, ainsi que des analyses des propositions reçues et examinées par lui. Le comité à Londres doit porter régulièrement et sans délai à la connaissance du comité supérieur de conces-

(1) Bulletin d'information russe, Novembre 1923.

sion, toutes les négociations engagées par lui ou avec son assentiment.

Toutes les relations du comité à Londres avec les départements, ou instructions de la R. S. F. S. R., doivent s'établir exclusivement par l'entremise du comité supérieur de concession. Dans des cas exceptionnels et d'une importance particulière des copies des documents transmis au comité supérieur de concession peuvent être également expédiées aux commissariats pour les affaires étrangères et pour le commerce extérieur, ainsi qu'au président du conseil supérieur de l'économie nationale.

L'examen de tout ce mécanisme montre combien minutieux et prudents sont les législateurs soviétiques qui cherchent à contrôler et à développer leur politique concessionnaire.

§ 3 — Contrat de Concession

Le contrat de concession, signé, d'une part, par un concessionnaire, et le gouvernement d'autre part, quel que soit le degré de sa stabilité, est l'unique statut fondamental qui délimite strictement le domaine dans lequel un concessionnaire peut exercer son activité. Le contenu du contrat varie selon chaque cas particulier. Néanmoins, il est possible d'extraire des dispositions qui sont à la fois communes et nécessaires pour chacune de toutes les concessions et de les examiner d'un triple point de vue : a) au point de vue des droits du concessionnaire ; b) de ses obligations ; c) de la liquidation des concessions.

a) les droits de concessionnaires peuvent être subdivisés en trois catégories : ceux qui concernent les proprié-

tés, ceux qui concernent la vente, et ceux qui concernent l'approvisionnement.

En ce qui concerne la propriété, les droits du concessionnaire sont ceux-ci (1) :

1) Le concessionnaire est autorisé à apporter à l'entreprise des biens économiques, en espèces ou en nature, qui ne peuvent être ni nationalisés, ni confisqués ou réquisitionnés.

2) Le concessionnaire est autorisé à effectuer toutes les opérations sur les biens qui lui sont remis par le gouvernement par voie de concession, à conclure tous contrats indispensables à la bonne marche de l'entreprise, en conformité avec les lois soviétiques en vigueur.

3) Le concessionnaire jouit de toute liberté dans ses relations d'affaires avec l'étranger.

En particulier, le concessionnaire a le droit de conclure avec des établissements de crédit à l'étranger toutes opérations indispensables, toutefois, les transferts de l'or et des devises étrangères doivent être effectués par l'entremise de la Banque de l'Etat soviétique, avec laquelle il a possibilité de conclure des ententes spéciales relatives à ces questions.

En ce qui concerne la vente des produits du concessionnaire, les droits de ce dernier sont que (2) :

1) Le concessionnaire peut organiser à son gré librement et sans contrainte, la vente de ses produits sur le marché libre intérieur des Soviets.

2) Le concessionnaire a la faculté de vendre, à l'étranger, la partie de sa production nécessaire pour le paiement

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923.

(2) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923, et le contrat de concession Krupp.

des intérêts et de l'amortissement des capitaux engagés dans l'entreprise, et de même, du montant des sommes nécessaires en devises étrangères pour le paiement des dividendes ou des bénéfices. En corrélation avec ce qui est dit ci-dessus, les limites d'exportation dans chaque cas spécial sont fixées par la convention.

3) L'Etat possède un droit de priorité pour l'achat de la production de l'entreprise du concessionnaire, lorsque cette production est destinée à la vente sur le marché intérieur, mais dans ce cas-là, le concessionnaire a droit de réclamer un prix équivalent à celui qui est pratiqué sur ledit marché.

Dans le cas où l'Etat est exceptionnellement intéressé dans la production de l'entreprise, le contrat de concession peut prévoir une clause réservant à l'Etat un droit préférentiel d'achat au prix de revient, en y ajoutant un pourcentage pour les frais généraux et les bénéfices de l'entreprise.

4) Dans le cas où ce droit préférentiel d'achat par l'Etat s'appliquerait à la partie de la production qui peut être exportée par le concessionnaire à l'étranger conformément à des dispositions fixées, l'opération d'achat serait effectuée selon les cours cotés sur le marché étranger, déduction faite des frais généraux et de transport et elle serait réglée en espèces ou en marchandises, ayant un débouché assuré à l'étranger.

5) Dans le cas où la vente de la production de l'entreprise concédée s'opérerait exclusivement à l'intérieur, la partie de la production destinée à couvrir, à l'étranger, les intérêts et l'amortissement du capital engagé, ainsi que celle destinée au paiement de dividende en devises étrangères, est achetée au concessionnaire par l'Etat en

valeurs étrangères ou payée par des marchandises ayant un écoulement assuré à l'étranger.

Dans certains cas et dans le même but il est accordé au concessionnaire une concession supplémentaire pour lui permettre de se procurer les matières premières destinées à l'exportation, en vue de compenser, par cette exportation, l'insuffisance des espèces qui lui sont nécessaires pour la concession principale.

En ce qui concerne l'approvisionnement, les droits du concessionnaire sont les suivants (1) :

1) Le concessionnaire pourra acheter sur le marché intérieur libre ainsi qu'aux entreprises de l'Etat toutes les matières et marchandises indispensables au fonctionnement de l'entreprise, tels que combustibles, matières premières et comestibles, etc..., en respectant les règlements établis à ce sujet par les autorités centrales et locales.

2) En cas d'impossibilité de se procurer les marchandises indispensables sur le marché intérieur le concessionnaire aura la faculté de les importer de l'étranger en demandant l'autorisation préalable au commissariat pour le commerce extérieur. En cas de nécessité le droit d'importation peut être exactement défini et étudié dans le contrat de concession.

3) Pour préparer les approvisionnements indispensables au concessionnaire, il peut également lui être accordé des coupes de bois, des mines, des fermes, richesses du sol, etc... Ces concessions peuvent être accordées en même temps que la concession principale. L'exploitation des richesses naturelles ci-dessus visées peut être accordée contractuellement sur les mêmes bases que celles faisant

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923.

l'objet du contrat initial et les droits de redevance à payer par le concessionnaire sont fixés par le contrat de concession.

4) En principe, l'Etat ne prend pas sur lui, dans le contrat de concession, l'engagement d'approvisionner les entreprises du concessionnaire, exception faite pour les produits monopolisés, tels que le sel, etc... Mais dans la suite, de semblables engagements peuvent intervenir au cours des opérations conclues avec le concessionnaire.

5) Le concessionnaire bénéficie des services des chemins de fer d'après les règlements généraux en vigueur et fixés pour le contrat de transport suivant les termes d'un décret spécial relatif à la responsabilité des chemins de fer, etc...

Dans des cas déterminés, la fixation des tarifs réduits ne peut être faite que d'accord avec le commissariat des voies et communications (exemple : transport d'outillages et de machines destinés à de nouvelles usines).

D'accord avec le commissaire des voies et communications, le concessionnaire peut obtenir le droit d'avoir son propre matériel roulant.

b) Les obligations peuvent également être subdivisées en trois catégories : les obligations économiques, financières et sociales.

Les obligations économiques du concessionnaire sont que :

1. Le concessionnaire s'engage à mettre en marche son entreprise et à commencer sa fabrication à bref délai (1).

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923 et le contrat de concession **Krupp**.

2. Il s'engage à remplir annuellement un programme de production minimum. Pour les premières années, le programme de production annuel est arrêté dès la signature du contrat. Pour les périodes ultérieures, ce programme est déterminé par la suite d'un commun accord en tenant compte de l'état du marché et des progrès techniques, ainsi que des possibilités de fabrication qui en découlent. En cas de désaccord pour déterminer ledit programme, on a recours à l'arbitrage.

3. Le concessionnaire s'engage à pourvoir l'entreprise, qui lui est concédée, de tout l'outillage et de toutes les installations auxiliaires indispensables répondant à un programme de productions déterminées, et de diriger l'entreprise d'une façon rationnelle en y appliquant tous les nouveaux perfectionnements possibles.

En cas d'exploitation de richesses naturelles, tels que des forêts, des bois, des mines, du sol, etc..., le concessionnaire, d'accord avec l'Etat, doit établir un plan d'exploitation le plus rationnel. Dans le but de préserver les richesses naturelles d'une exploitation abusive et dans le but de les conserver, le concessionnaire s'engage à observer les règlements spéciaux en vigueur, lesquels, en somme, correspondent aux règlements établis précédemment dans ce but.

5. Dans certains cas, le concessionnaire prend l'obligation complémentaire d'organiser la transformation des matières premières de sa concession en produits semi-finis, ou en produits finis et même d'utiliser les résidus de sa fabrication.

6. Quant aux matériaux, à l'outillage et aux approvisionnements nécessaires pour les ouvriers, en cas d'impossibilité de les obtenir dans le pays, le concessionnaire s'en-

gage à les faire venir de l'étranger dans les limites exigées par l'exécution du programme de l'entreprise.

7. Le gouvernement soviétique impose généralement que les fonds d'amortissement soient constitués par les concessionnaires, indépendamment des résultats, bénéfices ou pertes, de chaque exercice. Les dépenses courantes d'entretien des immeubles et des machines ne doivent pas être couvertes par ces fonds, mais inscrites aux frais généraux. Les fonds d'amortissement ne peuvent servir qu'au remplacement du matériel usé par du matériel neuf. En fin de contrat, le concessionnaire devra, non seulement remettre au gouvernement soviétique son exploitation en ordre de marche, mais encore lui verser le montant des fonds d'amortissement inscrits au bilan. Toutefois, si dans certaines concessions de longue durée, il arrive que les dépenses effectuées au cours des cinq ou dix dernières années n'ont pas été entièrement amorties, le gouvernement dédommage le concessionnaire à condition que ces dépenses aient été effectuées d'accord avec le gouvernement.

Les obligations financières sont (1) :

1. A titre de droit de concession, le concessionnaire paiera à l'Etat une redevance annuelle de tant pour cent en nature, à prélever sur les produits de toutes ses fabrications, étant entendu qu'il ne sera pas tenu compte des quantités des matières premières ou de produits semi-finis destinés à être transformés à l'intérieur de l'entreprise.

Dans tous les cas, la part revenant à l'Etat ne pourra

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923 et le contrat de concession Krupp.

jamais être inférieure au pourcentage de la production évalué dans le programme de fabrication de l'année correspondante.

Dans le cas où la production de l'un quelconque des exercices ne suffirait pas, pour couvrir les redevances minima devant revenir à l'Etat, il est entendu que le complément serait payé par le concessionnaire en espèces stables en prenant comme base les prix des marchés étrangers.

2. En ce qui concerne les produits susceptibles d'être vendus à l'étranger, l'Etat a la faculté de demander le paiement en espèces stables de la part qui lui doit revenir en nature et suivant le prix des marchés étrangers, défaction faite des frais généraux, de transport, de douane et autres.

3. Le concessionnaire est obligé d'assurer contre l'incendie tous les biens qu'il a en concession. L'assurance est faite au nom de l'Etat et à son profit. En aucun cas, l'incendie des biens de la concession ne peut être un cas de force majeure pour libérer le concessionnaire de ses engagements envers l'Etat. Il lui est seulement accordé un sursis dans l'exécution de ses obligations.

4. Les impôts directs et les redevances sont payés par le concessionnaire sur les bases générales établies pour les entreprises privées identiques. On en admet le remboursement seulement s'ils dépassent dans leur ensemble le taux fixé dans le contrat de concession.

5. Le concessionnaire paie les impôts indirects suivant les règlements généraux en vigueur.

6. Les droits de douane sont payés par le concessionnaire suivant les tarifs en vigueur. Toutefois, il peut être fixé et prévu, par contrat, des tarifs de faveur pour les marchandises à importer selon les termes du contrat, ou

qu'on importe pour la consommation, conformément au contrat de concession, sous contrôle de l'Etat.

D'après le nouveau programme destiné à favoriser et attirer le concessionnaire, on introduirait un système d'impôts, qui, comme on peut le supposer, doit remplacer les multiples contributions que paie à l'heure actuelle le concessionnaire (1).

En outre, il est à noter que, d'après le décret du 7 mars 1924, les entreprises de l'Etat sont frappées d'un placement obligatoire jusqu'à concurrence de 60 % de leurs capitaux de réserve en titres émis ou garantis par l'Etat, les concessionnaires y étant complètement soustraits. Le règlement du 10 septembre 1926 a étendu cette même obligation aux concessionnaires étrangers qui en ont été exemptés par un décret ultérieur (2). Mais la question qui se pose est celle de savoir si le gouvernement soviétique considère qu'il faut que l'exemption faite au profit de l'étranger soit déjà inscrite dans un décret pour que le concessionnaire étranger puisse être libéré de l'obligation relative aux capitaux de réserve ; ne s'ensuit-il pas que le gouvernement soviétique s'attribue le pouvoir d'abroger cette exemption par un autre décret ? Il semble nécessaire que tout contrat de concession contienne une stipulation interdisant d'astreindre les contractants étrangers à aucun placement obligatoire d'une fraction quelconque de leurs capitaux.

- (1) Rapport du 15 octobre 1927, communiqué à l'office national de commerce extérieur, par le ministère d'affaires étrangères.
- (2) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 25 octobre 1927, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

Les obligations sociales du concessionnaire sont celles-ci :

1. Le concessionnaire doit se conformer à toutes les lois et règlements en vigueur de l'ordre politique, juridique, de travail et de police, etc... (1).

2. Le concessionnaire doit se conformer aux principes relatifs aux entreprises privées, imposés par un décret du conseil des commissaires du peuple de la R.S.F.S.R., daté du 13 décembre 1927 et publié le 7 janvier 1928, qui sont ainsi conçus : (2)

Les chefs des entreprises privées sont obligés de fournir aux organes de statistique de l'économie nationale du commerce, dans la limite de la compétence de ceux-ci les renseignements relatifs : a) à la main d'œuvre, à la durée du travail et au salaire ; b) à la quantité, la composition, l'état et la valeur des biens qui se trouvent dans l'entreprise ; c) à la quantité, la composition, l'état, le travail et la valeur du matériel de production et de transport de l'entreprise ; d) à la production et à la consommation d'énergie ; e) à la production des matières premières et de minéraux utiles ; f) à la fabrication et à la manufacture de produits finis et semi-ouvrés ; g) aux stocks, à l'achat, à la consommation et au transport de matière première et de combustible ; h) aux stocks et à la vente de marchandises et des produits fabriqués ; i) au capital des bases et aux fonds de roulement ; j) aux chiffres d'affaires et aux prix de vente ; k) à la réception des marchandises par l'entremise d'entreprises commerciales.

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923.

(2) Rapport du ministre français à Moscou, communiqué à l'office national de commerce extérieur, 3 février 1928.

Les chefs d'entreprise, qui ne présenteraient pas les renseignements ci-dessus énumérés à la demande des organes intéressés encoureraient une responsabilité administrative, entraînant une amende pouvant atteindre 50 roubles ou une peine de travaux forcés de deux semaines au maximum.

3. Le concessionnaire doit se conformer au système de licence lorsqu'il importe des marchandises étrangères en Russie ou qu'il exporte des marchandises russes à l'étranger (1). Ce système est très compliqué et très gênant pour un concessionnaire qui fait de l'importation ou l'exportation. En raison de son importance nous allons en décrire le mécanisme ainsi que les formalités à remplir par le concessionnaire en vue d'obtenir cette licence.

En tant qu'organe réunissant et réglant le commerce extérieur de l'U.R.S.S., le commissariat du peuple au commerce extérieur possède, en règle générale, la surveillance et le contrôle de chaque transaction relative au commerce extérieur de façon qu'aucune opération concernant l'exportation ou l'importation des marchandises ne puisse, quel que soit le degré d'indépendance de l'organe qui l'effectue, éviter le contrôle des organismes du commissariat du peuple au commerce de l'U. R. S. S. chargé de cette réglementation. Ce contrôle s'effectue, d'une part, par la vérification de la nature de chaque opération de commerce extérieur, à un triple point de vue : légalité du but cherché, avantage commercial et conformité avec la politique de l'Etat en matière de commerce extérieur ; d'autre part, au cas où l'opération projetée est admissible,

(1) Guide des Commerçants et Industriels dans l'U.R.S.S.

le contrôle se fait par la remise d'une autorisation de conclure, qui est la licence.

Cette licence donne non seulement l'autorisation du commissariat du peuple au commerce d'importer ou d'exporter des marchandises, mais aussi l'autorisation de conclure la transaction commerciale y ayant trait. Les organes et personnes, qui ont reçu, du commissaire du peuple au commerce, l'autorisation d'exportation et de vente de marchandises à l'étranger, ou celle d'achat à l'étranger de marchandises d'importation, suivant le régime général de licence, ont le droit, avec l'approbation du commissaire du peuple au commerce, d'envoyer leurs représentants à la disposition des représentations commerciales de l'U.R.S.S. à l'étranger, pour prêter à celles-ci leur concours technique en vue d'assurer l'exécution des missions qu'elles ont reçues pour la réalisation ou l'achat desdites marchandises. Les marchandises achetées à l'étranger, en vertu des licences, pénètrent en U.R.S.S. sur le vu des autorisations d'importations remises par les représentations commerciales.

Dans le but d'obtenir une licence les demandeurs doivent présenter aux organismes chargés des licences du commissariat du peuple au commerce, dits bureaux de licence, une déclaration qui doit remplir les conditions suivantes : (1)

1. Toutes les demandes sans exception doivent être faites sur papier timbré.

2. Les demandes de licence doivent, outre les données mentionnées sur la carte d'enregistrement obligatoirement jointes à la demande, contenir les renseignements sui-

(1) Guide du commerçant et d'industriel dans l'U.R.S.S.

vants : a) les demandes d'importation doivent indiquer le pays d'origine, celles d'exportation, le pays de destination de marchandises à exporter ; b) la dénomination exacte de la marchandise à acheter ou à exporter, la quantité de chaque espèce ; si la nomenclature est importante, on joindra un état détaillé en trois exemplaires ; c) la valeur des marchandises pour chaque espèce en particulier, pour les marchandises à importer la valeur d'achat dans les limites de laquelle la représentation commerciale effectuera l'achat, pour les marchandises à exporter le prix de vente dans les pays de destination, ceux-ci devant servir à la représentation commerciale en question d'indications pour la vente.

Les bureaux de licence se basent pour la délivrance desdites licences, sur les règles suivantes :

1. Afin d'abaisser le prix des marchandises à importer, l'autorisation n'est donnée que pour les pays produisant eux-mêmes lesdites marchandises.

2. Le délai de validité des licences n'est, suivant les règles actuellement en vigueur, que de trois mois à partir du jour de leur délivrance, exception faite pour l'Amérique, pour laquelle ce délai est de cinq mois. En conséquence, le preneur d'une licence doit, pendant ce délai — lorsqu'il s'agit d'importation — acheter la marchandise et se procurer, auprès de la représentation commerciale qualifiée, l'autorisation d'importation — lorsqu'il s'agit d'exportation, remettre à la douane la quantité totale des marchandises à exporter.

3. Les licences qui ne seraient pas utilisées durant leur délai de validité doivent être rendues au bureau des licences.

4. En règle générale, le délai de validité des licences

ne peut pas être prorogé, exception n'est faite que dans les cas tout à fait exceptionnels, alors que des preuves irréfutables démontrent l'impossibilité absolue d'avoir pu utiliser la licence dans le délai indiqué. Dans ce cas, le bureau qui a accordé la licence peut en proroger la validité pour une nouvelle période de deux mois au plus, à dater du jour de la demande de prorogation. Cette demande doit être examinée au lieu où la licence a été délivrée.

5. En échange des licences d'importation échues, les représentations commerciales de l'U.R.S.S. à l'étranger remettent les autorisations d'importer les marchandises en U.R.S.S. seulement dans le cas où la marchandise, admise en son temps à l'achat, a été fait l'objet d'un marché à terme et si cette opération a été régularisée avant l'échéance de la licence.

6. Il n'est pas accordé d'augmentation du prix fixé dans une licence pour un achat.

7. Les demandes de changement de pays et de conditions d'achat ne sont accordées qu'après l'approbation de la représentation commerciale du pays pour lequel la licence avait été établie en premier lieu.

8. Il est perçu au profit du trésor sur les licences délivrées aux entreprises et personnes privées, concessions et sociétés mixtes y comprises, une taxe de 2 %, basée sur le prix d'achat des marchandises à importer et sur le prix de vente des marchandises à exporter, sauf dans le cas où l'exonération de cette taxe a été prévue dans les contrats de concession ou stipulée dans les statuts ratifiés de l'entreprise concessionnaire, et dans le cas où des marchandises déterminées, de peu de rapport, sont exemptées de ladite taxe.

9. Afin de faciliter l'exportation et de simplifier la procédure de la délivrance des licences, il est établi pour quelques marchandises le système de la délivrance de licence générale. Elles sont accordées pour six mois et comportent le droit de diriger les marchandises, par diverses douanes maritimes et terrestres dans les différents pays. Lesdites marchandises sont : les céréales, les huiles végétales, les produits du naphte, la santoline, les métaux, les déchets et débris de métaux, les pierres précieuses, brutes ou ouvrées, les minéraux à usage technique, les chaussures en caoutchouc.

10. Il y peut avoir des certificats d'origine des marchandises qui attestent le droit des importateurs d'user, à l'importation en U.R.S.S., de facilités douanières, d'entrée sans licence, etc..., dans la mesure où cela est prévu par des traités conclus entre l'U.R.S.S. et l'étranger, ou bien où cela est établi par un acte unilatéral de l'U.R.S.S. Lesdits certificats doivent, le cas échéant, accompagner à leur entrée en U.R.S.S. les marchandises étrangères et être présentés par l'importateur aux administrations douanières du pays. En règle générale, ces certificats sont délivrés par les représentations commerciales de l'U.R.S.S. à l'étranger, exception faite pour les pays où ces certificats sont habituellement délivrés par les chambres de commerce locales, ou par les autorités compétentes du pays. Dans ce dernier cas, ces certificats sont présentés avec la facture à la représentation commerciale pour y être visés et ensuite au consulat local pour la législation afin de donner aux documents force légale sur le territoire de l'U.R.S.S.

Telles sont les complexités du système de la licence sans laquelle, sauf exception, aucune opération d'un con-

cessionnaire, concernant l'importation et exportation, ne peut être effectuée.

c) Quant à la liquidation d'une concession, elle peut avoir lieu dans trois cas :

Premièrement, à l'expiration de la durée de concession toute l'entreprise concédée et en pleine marche devient, sans compensation, la propriété de l'Etat, mais les matières premières, produits ouvrés en stock, fonds de roulement en caisse ou en banque, demeurent la propriété du concessionnaire (1).

Deuxièmement, les parties ont le droit de demander la résiliation du contrat dans le cas de son inexécution dans ses parties essentielles par une des parties contractantes, lorsque cette inexécution n'a pas été réparée malgré deux mises en demeure consécutives faites par écrit. En cas de résiliation par la faute du concessionnaire, toute l'entreprise concédée et en pleine marche devient sans compensation la propriété de l'Etat. Le concessionnaire répond, en outre, de toutes les pertes occasionnées aux Soviets par la non exécution de ses engagements. A l'inverse, l'Etat s'engage à rembourser aux concessionnaires les dommages qui lui ont été causés par des actes arbitraires de la part des autorités centrales ou locales (2).

Troisièmement. Après un certain délai fixé et certaines conditions déterminées dans le contrat de concession, l'état peut avoir le droit de racheter tous les établissements concédés. Dans le cas de rachat, le prix en est fixé, ou bien en capitalisant le revenu annuel moyen contenu du nombre

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923 et le contrat de concession Krupp.

(2) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923.

d'années restant encore à courir, ou bien en se basant sur la valeur de la partie de l'entreprise restant encore à amortir, déduction faite de ce qui a été donné aux concessionnaires par l'Etat. (1)

En dehors des conditions juridiques générales énumérées ci-dessus, auxquelles doivent se soumettre tous les concessionnaires, même les sociétés mixtes, il nous faut examiner quelques particularités relatives à ces dernières, les concessions en forme de société mixte.

Ces sociétés mixtes sont des sociétés par actions, auxquelles participent, d'une part, l'organisation soviétique industrielle et commerciale, et, d'autre part, les particuliers étrangers, individus ou firmes.

La situation juridique des dites sociétés est encore mal définie. Les soviets les considèrent tantôt comme entreprises de l'état, tantôt comme sociétés d'actionnaires ; aussi occupent-elles une position intermédiaire entre ces deux sortes d'entreprises. En effet étant organisées sur les bases générales de la loi soviétique des sociétés par actions, (code civil ; art. 322 et suivants) ou celles de l'étranger si le siège est à l'étranger, la société mixte représente bien, malgré la participation de l'état, une entreprise privée. (2) Deux cas peuvent se présenter : ou bien les apports d'une des parties contractantes sont différents, ou bien ils sont équivalents.

Lorsque les apports sont différents, les droits de la minorité sont garantis par la clause des statuts d'après laquelle la solution des questions les plus importantes exigent une majorité déterminée, parmi ces questions on peut

(1) Bulletin d'information russe, septembre 1922-janvier 1923.

(2) Revue économique internationale, octobre 1925.

citer : les crédits accordés à la société par une des parties contractantes, l'augmentation du capital, les emprunts, l'acquisition d'immeuble, la dissolution ; une autre garantie consiste dans le droit, pour la minorité de dénoncer le contrat et de vendre ses actions à la majorité, dans des conditions fixées préalablement par les statuts.

Lorsque les sociétés mixtes sont organisées sur la base paritaire, des divergences de vues peuvent se présenter, notamment dans l'interprétation des clauses du contrat. Ces difficultés sont soumises à l'arbitrage.

D'une façon générale, trois contrats déterminent les droits et les obligations réciproques des deux parties contractantes. (1) Ce sont le contrat constitutif, le contrat de concession et les statuts de la société mixte. Un quatrième contrat peut intervenir pour fixer les modalités suivant lesquelles la société doit être pourvue de moyens financiers, par une des parties contractantes (généralement par l'associé étranger).

Le contrat constitutif, qui fixe les relations réciproques des deux parties de la société mixte, comporte les chapitres suivants :

La fixation du capital social et les répartitions des actions entre les parties ; l'ordre de versement des actions et le partage des fonctions dans la direction de la société entre les parties ; les conditions de cession des actions au tiers ; le partage entre les fondateurs de la société des biens ne faisant pas retour au gouvernement à l'expiration du contrat ; l'arbitrage.

Le contrat de concession est conclu entre la société mixte tout entière et le gouvernement de l'U.R.S.S. et établi

(1) Le guide des Commerçants et Industriels dans l'U.R.S.S.

d'après les contrats-types des concessions pures prévues pour les industries analogues, dans le cas présent, ce n'est point la firme étrangère, mais la société mixte dans son ensemble qui fait figure de concessionnaire.

Les statuts de la société mixte définissent le but et l'objet de la société, le siège social du conseil d'administration, la souscription du capital social, la possibilité d'augmenter le capital social, le mode de transmission des actions et des coupons, les droits et les obligations du conseil d'administration de l'assemblée générale des actionnaires et de la commission de contrôle, la répartition des bénéfices et des dividendes, les règles de la comptabilité.

Il est évident que les sociétés mixtes de nature commerciale, se différencient des sociétés mixtes ayant pour objet des opérations industrielles. Les conventions relatives des sociétés mixtes commerciales, prévoient, outre les clauses habituelles concernant l'activité des sociétés mixtes, la nomenclature des marchandises susceptibles d'être importées ou exportées, les formalités pour l'obtention des licences du commissariat du peuple pour le commerce, la réalisation des marchandises, la répartition des bénéfices entre les parties, l'ordre d'ouverture des crédits, à la société mixte par la partie étrangère. La plupart des sociétés mixtes, organisées jusqu'à présent en U.R.S.S. avaient obtenu le droit de commerce d'exportation et d'importation, général et spécial, sans aucune obligation de remplir un programme minimum quelconque, c'est-à-dire, sans être chargées d'aucune fonction publique. Ces sociétés obtenaient donc un droit pur d'activité monopolisé, en principe, par l'Etat.

Elles ont la faculté de profiter de ce droit dans l'intérêt de leur commerce, par conséquent elles obtenaient, non

pas des concessions proprement dite, mais plutôt des privilèges des patentes. (1)

En pratique, les membres du conseil d'administration, de toutes sociétés mixtes ne sont pas élus par l'assemblée des actionnaires ; c'est le gouvernement des soviets qui se réserve le droit de nommer la moitié des membres du conseil et parfois la majorité ainsi que le président. (2)

Le gouvernement perçoit un dividende sur les actions de la société mixte. Si l'entreprise de la société mixte répartit plus de 40 % des actions comme dividendes, le gouvernement, à qui appartient la moitié des actions, prélève, non pas 50 %, mais 60 et même 75 %. On est d'autre part, souvent obligé de garantir au gouvernement un dividende privilégié ; avant toute répartition aux autres actionnaires. Les concessionnaires des sociétés mixtes sont responsables de leurs dettes sur tous les biens possédés par eux en Russie et à l'étranger. Tant qu'il s'agit des sociétés mixtes où le gouvernement ne possède pas moins de 50 % d'actions, et désigne fréquemment le président du conseil d'administration, le fonds de la concession est véritablement concessionnaire, ou bien les actions, qui doivent être payées par le gouvernement sont payées non pas au moment de la fondation de la société, mais plus tard sous forme de prélèvement sur les versements dus au gouvernement, sur les dividendes, etc... Quelquefois, au moment de la fondation de la société, le groupe capitaliste s'oblige à ouvrir des crédits à la société, pour ses opérations commerciales. L'ouverture des crédits dont il s'agit ne doit pas être confondue avec celle que pratiquent les banques, qui ont le droit de

(1) Le guide des Commerçants et Industriels dans l'U.R.S.S.

(2) Revue économique internationale, octobre 1925.

refuser les crédits promis, au cas où la situation de l'emprunteur empirerait considérablement (art. 219, code civil des soviets). (1)

Dans le cas que nous examinons, le groupe financier se trouve absolument obligé de réaliser les crédits, cette réalisation étant la condition même de la fondation de la société. Au fond il ne s'agit pas là d'un contrat de crédit à ouvrir, mais d'une forme spéciale de participation à l'œuvre commune. (2)

Tels sont les privilèges et les obligations particulièrement établis pour les sociétés mixtes. Il semble alors que la concession pure est préférable à la société mixte. Dans une concession pure, la partie étrangère dirige seule en pleine liberté, l'entreprise ; le gouvernement n'intervient que pour l'inspection. Dans une société mixte, le gouvernement intervient presque en maître, en tout cas d'une façon prépondérante, dans l'administration de l'entreprise ; l'intérêt du concessionnaire n'est pas tout-à-fait commun à celui du gouvernement. Le premier cherche à réaliser un maximum de profit avec le moins de risques ; le second ne cherche qu'à satisfaire le plus possible les besoins du pays. Il est à craindre qu'en cas d'incompatibilité des intérêts de deux parties la supériorité du gouvernement ne ruine le concessionnaire. Au contraire, dans une concession pure, la liberté absolue d'administration peut éviter complètement ces inconvénients ; c'est pourquoi nous l'estimons préférable.

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

(2) Id.

§ 4 — Question ouvrière

La question ouvrière comporte l'ensemble de la réglementation qu'un concessionnaire s'engage de soumettre, réglementation concernant (a) les conditions d'engagement de main-d'œuvre, (b) le contrat collectif et le contrat de travail, (c) l'arbitrage et l'inspection, (d) la prévoyance sociale. (1)

Cette réglementation extraite du code de travail en Russie soviétique adopté par la IV^e session du comité exécutif central de l'Union le 30 octobre 1922, régit objectivement tous les contrats ou accords quelconques intervenus entre un employeur et un travailleur. Aucun contrat ou accord moins favorable pour un travailleur que ces réglementations, ne peut être valable.

Il s'agit ici d'en exposer les principes :

a) Les conditions d'engagement de main-d'œuvre.

Les concessionnaires, tout comme les administrations publiques, les coopératives, les organisations sociales et les particuliers quelconques, recrutent leur personnel, pour quelque emploi que ce soit, par accord librement consenti avec les personnes cherchant du travail ; les employeurs doivent pour l'établissement des statistiques de la main-d'œuvre, informer de ces accords les organes compétents du commissariat du peuple au travail des Républiques membres de l'Union.

b) Le contrat collectif et le contrat de travail.

Le contrat collectif est un accord conclu entre le syndicat professionnel en tant que représentants des ouvriers

(1) Le guide des Commerçants et Industriels dans l'U.R.S.S.

et employés d'une part, et, d'autre part, l'employeur ; cet accord établit les conditions de l'engagement et du travail pour les entreprises, administrations ou exploitations isolées ou groupées et détermine la teneur essentielle des engagements individuels ultérieurs.

Les conditions des contrats collectifs s'appliquent à toutes les personnes (à l'exclusion des administrateurs de l'entreprise) travaillant dans l'entreprise ou administration en question, indépendamment de leur qualité de membre du syndicat qui a conclu le contrat.

Le contrat de travail est une convention entre deux ou plusieurs personnes en vertu de laquelle le travailleur s'engage à fournir sa force de travail à l'employeur en échange d'un salaire. Les conditions d'un contrat de travail ne sont pas valables quand elles sont moins favorables au travailleur que celles établies par la législation du travail, par le contrat collectif et par le règlement correspondant ; elles sont nulles également quand elles tendent à réduire les droits civils et politiques des travailleurs. La rémunération du travail du salarié est fixée par les contrats collectifs et de travail et ne saurait être inférieure au minimum établi périodiquement par les organes de l'Etat pour les catégories correspondantes de travailleurs. Le salaire des mineurs pour la journée de travail réduite doit être égal au salaire de la journée entière des travailleurs majeurs de la catégorie correspondante. Le commissariat du peuple au travail a le droit de fixer les tarifs des salaires des enfants mineurs en rapport avec le caractère et les conditions des branches économiques considérées. Lorsqu'il s'agit d'un travail susceptible de qualifications diverses, le travailleur est payé au tarif de la plus haute qualification. Au cas où le travailleur est char-

gé, par la suite, d'un travail moins payé que celui pour lequel il a été engagé il conserve son précédent salaire pendant deux semaines à dater du jour où il commence sa nouvelle tâche. Si le travail n'a pas été effectué pour des raisons indépendantes de la volonté du travailleur, il doit être payé sur la base de son salaire journalier moyen. Les ouvriers et employés conservent le droit à leur salaire moyen pour le temps employé à l'exercice de leurs droits électoraux lorsque les organes compétents de l'Etat sanctionnent l'exercice de ces droits pendant les heures de travail. Les ouvriers et employés appelés par les tribunaux en qualité de témoins, d'experts ou d'assesseurs, conservent le droit à leur salaire pour tout le temps pris par l'exécution des obligations qui leur sont ainsi imposées. Les ouvriers ou employés élus pour participer en qualité de représentants au congrès, conférences et réunions des délégués convoqués par les organes de l'Etat, syndicaux et coopératifs, conservent le droit à leur salaire pour tout le temps consacré à l'exécution de leur mandat dans la mesure où ce temps coïncide avec les heures de travail. D'autres indemnités, dans des cas semblables, sont assurées aux travailleurs de la même façon.

c) l'arbitrage et l'inspection.

Les violations du code du travail et des autres mesures législatives ou prévues par des contrats collectifs pour la protection des travailleurs, violations susceptibles d'être poursuivies au criminel, sont de la compétence des sessions spéciales des tribunaux populaires, qui se composent d'un président, d'un juge populaire et de deux membres représentant respectivement le commissariat du peuple au travail et les organisations syndicales.

La commission des conflits des tarifs est la juridiction de première instance compétente pour ces sortes d'affaires ; elle se compose de représentants en nombre égal, de l'administration et des ouvriers ou employés ; si l'on n'arrive pas à un accord devant cette commission, le litige est porté devant la chambre des conciliations auprès de la section locale du travail où sont représentés dans la même proportion, le conseil syndical et les organes économiques. Si la contestation n'est pas non plus résolue devant cette instance, elle est renvoyée devant le tribunal d'arbitrage.

Les arrêts des tribunaux d'arbitrage, lorsque l'employeur refuse de les exécuter librement, sont transmis par les organes du commissariat du peuple au travail au tribunal populaire qui doit dans les 24 heures après avoir vérifié la légalité de la procédure, apposer son visa d'exécution forcée sur l'arrêt du tribunal d'arbitrage.

L'inspection du travail a un rôle très important ; sans son autorisation aucune entreprise ne peut être ouverte, mise en marche ni transférée dans un nouveau local. Les entreprises et administrations doivent prendre les mesures nécessaires pour supprimer ou atténuer les conditions nuisibles de travail, prévenir les accidents et entretenir les lieux de travail dans un état sanitaire conforme à l'hygiène, selon les règlements spéciaux et généraux édictés par le commissariat du peuple au travail et obligatoires pour les diverses branches de la production.

Les inspecteurs du travail sont élus pour un délai déterminé par le conseil des syndicats et cette élection est confirmée par le commissariat du travail. Les organes de l'inspection du travail peuvent :

- a) visiter à toute heure du jour et de la nuit les entre-

prises de leur ressort et les lieux où l'on travaille, ainsi que les logements, crèches et hôpitaux ouvriers existant auprès de ces entreprises ;

b) exiger des propriétaires et directeurs des entreprises, administrations et exploitations, toutes explications ainsi que la présentation de tous les livres, documents et éléments d'information nécessaires ;

c) donner des conclusions sur l'opportunité de l'ouverture d'entreprises ou partie d'entreprises ;

d) prescrire aux administrations, entreprises ou exploitations publiques (d'Etat), sociales ou privées, l'ordre de faire cesser les violations de la loi ou les défauts constatés en matière de protection du travail ;

e) intenter les actions judiciaires ou administratives pour inobservations des prescriptions du code du travail, des décrets, instructions, règlements et autres actes du pouvoir soviétique ayant pour but de sauvegarder la vie et la santé des travailleurs.

La prévoyance sociale en faveur des travailleurs dans l'union soviétique s'applique à tous les salariés occupés dans des entreprises quelconques quels que soient le caractère, la durée et la rémunération du travail. Elle comprend principalement les versements :

a) d'un secours en cas de maladie pour frais de traitement ;

b) de subsides en cas d'incapacité temporaire de travail pour cause de maladie, infirmité, mise en quarantaine, état des gestation, accouchement, soins à donner à une personne malade de la famille, même en cas de suspension de travail ;

c) de subsides supplémentaires pour l'allaitement des

enfants, l'achat de médicaments et instruments médicaux, les frais d'enterrements ;

d) d'une indemnité de chômage ;

e) d'un subside d'invalidité ;

f) d'une indemnité aux membres de la famille d'un travailleur salarié, en cas de mort ou de disparition de leur soutien.

§ 5 — Juridictions compétentes pour le contentieux des concessions

Avec les mécanismes juridiques décrits ci-dessus, la question se pose de savoir si un concessionnaire peut trouver une garantie juridique suffisante de ses droits en Russie soviétique.

Certains économistes soutiennent que cette garantie lui est généralement absente. La raison en serait triple : (1) 1° Les lois soviétiques, voulant se défendre contre des attentats éventuels de la part des citoyens, ne poursuivent nullement le but de garantir les droits de l'homme et du citoyen, mais celui de les paralyser, à titre d'exemple on peut citer une loi soviétique qui autorise chaque institution et entreprise étatique à rompre, *ad nutum*, sans encourir aucune responsabilité, tout contrat conclu avec une personne ou une maison privée, sous le prétexte que ce contrat ne concorde pas avec les intérêts de l'Etat (code soviétique § 30) ; au contraire, une personne ou une maison privée, en cas de non exécution d'un contrat ou d'un accord conclu avec une institution ou une entreprise étatique, encourt les responsabilités les plus lourdes (§ 130

(1) La Revue économique internationale, novembre 1925.

du code pénal des Soviets) ; 2° Le pouvoir soviétique, en pratique, n'hésite jamais à se dérober sous différents prétextes, aux prescriptions des lois existantes et aux contrats conclus ; 3° L'absence de séparation de pouvoirs permet l'activité arbitraire du Guépiou ou de la Tchéka.

Cette triple raison est exacte. Sous le régime communiste, il ne peut faire de doute que dans le cas où l'intérêt d'un particulier capitaliste ne concorde pas avec celui de l'Etat communiste, le sort de celui-là est tout à la discrétion de celui-ci puisque les capitalistes ne peuvent exister en Russie qu'avec une permission temporaire et révocable.

Mais pour la concession, serait-on fondé à dire que les droits du concessionnaire ne sont nullement garantis ? Non !... la concession trouve sa raison d'être dans la mesure où l'économie nationale des Soviets n'a pas encore atteint un certain niveau au moins égal à celui des puissances étrangères. Dans cette limite, le concessionnaire a la pleine possibilité d'exiger des mesures garantissant complètement ses droits. Il n'est donc pas discutable que ces droits soient suffisamment garantis dans une formule écrite. Mais cette garantie suffit-elle ? La jurisprudence soviétique peut-elle mal ou bien interpréter cette formule écrite et par conséquent consolider ou détruire cette garantie ?... Cela nous amène à examiner la juridiction qui doit connaître des différends en matière de concession.

On distingue, tout d'abord, les litiges surgis entre les concessionnaires et les particuliers soviétiques et ceux qui surviennent entre les concessionnaires et les autorités soviétiques. Dans le premier cas, ce sont les tribunaux de droit commun qui sont compétents ; dans le second cas, deux cas peuvent se présenter : ou bien les tribunaux

de droit commun ont reçu compétence en la matière, ou bien un Tribunal d'arbitrage est organisé. Ce Tribunal doit être composé sur une base paritaire, et un super-arbitre doit être nommé par accord de deux représentants de deux parties. En cas de désaccord, un super-arbitre sera choisi par les représentants des concessionnaires parmi certaines personnalités désignées par le gouvernement. Ces personnes doivent être de nationalité russe, non suspectes d'être favorables au concessionnaire. En pratique, cette sorte de Tribunal d'arbitrage n'a jamais fonctionné. Ce sont les tribunaux de droit commun qui sont en fait compétents pour tout ce contentieux des concessions (1). Comme ces tribunaux sont en même temps des autorités exécutives, il est difficile, sinon impossible, de trouver une jurisprudence impartiale ; une affaire peut être citée comme exemple :

Le 7 janvier 1922, le gouvernement de la république d'Extrême-Orient accorda une concession et signa un accord avec la Sinclair Exploration Company au sujet de recherches de terrain pétrolifère à l'île Sakhaline. Le même jour, les contractants signèrent un autre accord qui établissait que le point de départ de la concession accordée, serait le 7 janvier 1923. Le 22 janvier 1923, le conseil des commissaires du peuple de l'Union confirma et accepta tous ces accords. La durée de la concession était nettement divisée en deux parties : une période quinquennale de recherches et une période d'exploitation de 31 ans.

A partir du 7 janvier 1923, la société Sinclair s'obligeait à commencer ses recherches et à présenter au gouvernement soviétique des plans.

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

Le 16 mars 1924, le représentant de la Sinclair Cie, M. Templton, adressa au conseil suprême de l'économie nationale soviétique une déclaration dans laquelle, au nom de sa compagnie, il signalait que le 18 septembre 1923, la Sinclair Cie avait versé à titre de garantie à la Lloyd Bank la somme de 200.000 roubles, et remis au gouvernement soviétique, le 23 octobre 1923, une lettre de garantie de 800.000 roubles-tchervonetz. Le 29 avril 1924, la Sinclair fut mise dans l'impossibilité de commencer ses travaux et obligée de quitter l'île par les autorités japonaises qui l'occupaient militairement à ce moment ; M. Templton déclarait alors au conseil supérieur de l'économie nationale :

« En de pareilles circonstances, je communique au « gouvernement des Soviets qu'il devient impossible, au-
« jourd'hui, de commencer des recherches, conformément
« au traité conclu. C'est le cas de force majeure prévu
« par le paragraphe 31 du contrat. Je considère donc que
« tous les termes stipulés par notre accord doivent auto-
« matiquement être prolongés pour toute la durée du
« temps qui s'écoulera jusqu'au moment où les causes
« cesseront de subsister ».

Le Conseil répondit :

« Cette circonstance ne peut être considérée comme
« force majeure et ne saurait servir de raison pour une
« prolongation quelconque des termes prévus par le con-
« trat, car cette occupation s'est produite au moment de
« la signature du contrat ».

En outre, le paragraphe premier du contrat du 1^{er} janvier 1922 est ainsi conçu :

Le gouvernement soviétique a le droit d'annuler le contrat pendant la première année dans les cas suivants :

si le gouvernement se rend compte conformément à des actes ou à des déclarations du gouvernement des Etats-Unis, que ces derniers ne soutiendront pas la compagnie de la réalisation de ce contrat concessionnaire, etc...

Les Soviets constatent que les Etats-Unis, non seulement n'ont pris aucune mesure utile pour garantir à la Compagnie la possibilité de réaliser ses travaux à l'île Sakhaline, mais encore manifestèrent une fois de plus leurs sentiments hostiles vis-à-vis des Soviets et incitèrent par là le Japon à faire durer l'occupation de l'île.

Six mois après, le gouvernement soviétique adressa au Tribunal départemental de Moscou une demande de gérer cette affaire et de déclarer en même temps que les 200.000 roubles versés par la Compagnie Sinclair comme garantie d'exécution, resteraient acquis aux Soviets. Les jugements rendus dans cette affaire peuvent être résumés comme suit :

En vertu des articles 118 et 141 du code civil, 5, 23, 24, 47, 67, 69, 119 et 166 du code de procédure civile, du paragraphe 3 de l'article 1^{er} de la constitution de l'U.R. S.S., ainsi qu'en vertu du paragraphe « f » de l'article 3 du règlement sur le conseil des commissaires du peuple, le contrat signé le 7 janvier 1922 entre le gouvernement de la république d'Extrême-Orient et la Sinclair Exploration Company, ainsi que l'accord additionnel entre le gouvernement de l'R.S.F.S.R. et ladite Compagnie, sont considérés comme nuls et nonavenus. La lettre de garantie de 800.000 roubles est annulée et les 200.000 roubles versés comme garantie ne sont pas acquis au gouvernement soviétique (1).

(1) Journal de Genève, 27 janvier 1925.

Dans cette affaire, nous pouvons considérer que la plus grande responsabilité incombe au gouvernement des Soviets qui a concédé des terrains qui ne lui appartiennent pas, qu'aucune raison ne peut être invoquée pour obliger les Etats-Unis à chasser les troupes japonaises qui occupent l'île Sakhaline car cette opération militaire est la compétence exclusive des Soviets ; les Etats-Unis n'ont en rien à intervenir et que de telles circonstances doivent incontestablement être considérées comme un cas de force majeure puisque tout en mettant en impossibilité l'exploitation de la concession, elles sont absolument indépendantes de la volonté et des actes du concessionnaire. La durée de concession doit alors être dûment prolongée. Supposons que de telles circonstances ne sont pas un cas de force majeure, les 200.000 roubles versés, garantie de l'exécution du contrat de concession, auraient dû alors rester acquis aux Soviets. Le Tribunal de Moscou n'en a pas ainsi jugé ; la force majeure y a sans doute été implicitement reconnue. Néanmoins, le jugement en décida autrement. On peut voir, par cet exemple, avec quelle partialité la jurisprudence peut se montrer défavorable au concessionnaire.

Toute l'activité des hommes est consacrée presque exclusivement à l'acquisition des objets en vue de satisfaire ses besoins physiques ou intellectuels. Comme l'intelligence humaine qui peut découvrir les avantages résultant de l'entr'aide et de la division de travail, ne permet pas à l'homme de vivre isolément, la vie sociale est le résultat inévitable de cet état des choses ; dans cette vie, c'est le mécanisme de l'échange qui domine tous les rapports entre les individus ou entre la collectivité et les individus. Comme la nature humaine s'incline toujours

vers son propre intérêt, la conscience ne règne pas toujours dans l'esprit de chaque individu, l'intelligence de chaque individu n'est pas toujours suffisante pour comprendre le profit ou la perte, plus ou moins lointaine, résultant d'un acte plus ou moins injuste, le mécanisme de l'échéance peut être rompu et quelquefois suivi de conflits sanglants. C'est pour empêcher un tel état de choses, pour sauvegarder le mécanisme de l'échange, pour assurer le progrès économique que le droit, principe de justice, trouve sa raison d'être indispensable. Or, les circonstances sociales sont si complexes et si variables qu'il est impossible de trouver un code quelconque quelle que soit sa perfection, qui puisse tout prévoir. Une jurisprudence consciencieuse, souple et impartiale, quelquefois une procédure spécialement modératrice, comme le Recours, pour excès de pouvoir en France et en Italie, est nécessaire pour sauvegarder certaines situations momentanément critiques, qui exigent des mesures exceptionnellement favorables tendant à suspendre l'exécution de certaines obligations ou à les soutenir par des secours sous diverses formes ; lorsque le temps de crise prendrait fin, les situations gênées feraient place à une pleine prospérité ; de là, un profit non seulement pour les individus, mais aussi pour la collectivité tout entière ; dans les cas contraires, il y a perte pour tous.

Dans le système des concessions en Russie soviétique, un concessionnaire de nationalité étrangère peut exporter ses bénéfices de Russie, cela constitue une perte pour la Russie. La crainte de cette perte suscite naturellement une jurisprudence partielle, ni consciencieuse, ni souple, et défavorable au concessionnaire, comme dans l'affaire

Sinclair et autres affaires analogues : Schulmann, White Star Line, etc...

Ainsi, en conclusion, nous pouvons dire que l'insuffisance de garantie juridique des droits du concessionnaire en Russie ne réside pas dans les règles du Droit écrit, mais de la jurisprudence qui peut quelquefois illégalement nuire au sort des entreprises concessionnaires.

CHAPITRE III

LE MÉCANISME ÉCONOMIQUE DE LA CONCESSION

Ce chapitre est consacré à l'étude de concessions soviétiques au point de vue économique.

Nous examinerons dans le § 1 la situation de domaine à concéder, le § 2 l'activité des concessionnaires, le § 3, le profit des concessionnaires et le § 4, le profit des Soviets.

§ 1 — La situation des domaines à concéder

Les représentations commerciales de l'U.R.S.S. à l'étranger ont publié la situation de certains domaines qui sont susceptibles de faire l'objet de concession. Ces situations sont fort propres à exciter les ambitions des capitalistes étrangers. Citons quelques exemples, les plus intéressants.

(1) L'Extrême-Orient soviétique, constitué par quatre provinces : celles de Zabaïkal, de l'Amour, du Primorié et du Kamtchatka, est doté d'immenses richesses naturelles. Ces vastes territoires de plus de deux millions et demi de kilomètres carrés, ne comptant que 1.623.346 ha-

(1) La Vie économique des Soviets, n° 30-31.

bitants de nationalités et de races très variées, sont peu connus au point de vue géologique, et 84 % de leur étendue n'a pas encore été explorée.

Les richesses forestières de l'Extrême-Orient sont universellement réputées. L'étendue boisée est égale à celle du Nord et du Nord-Ouest européens de l'Union, 900.000 kilomètres carrés, dont 500.000 environ sont considérés comme parfaitement exploitables. Si l'on admet un rendement de 100 mètres cubes par kilomètre carré de forêts exploitables, ce qui est théoriquement vrai, la production de bois pourrait atteindre dans ce pays 500 millions de mètres cubes, soit au maximum, 2 mètres cubes par kilomètre carré.

Les pêcheries de ces régions sont également destinées à faire l'objet d'une exploitation prospère. Les eaux territoriales s'étendent dans une zone de 12 milles, sur 18.000 verstes de côte, et sont extrêmement riches en poissons. La population aquatique est même plus variée que celle de la même latitude sur les côtes européennes. On trouve dans la mer de Behring, 165 espèces différentes, tandis que, dans les eaux de Norvège, il n'y en a que 95. La richesse principale des eaux d'Extrême-Orient est constituée par de nombreuses variétés de saumons qui, pour frayer, remontent les fleuves de l'Amour et le Kamtchatka.

La valeur des pelleteries fournies actuellement par l'Extrême-Orient soviétiste est estimée à 3.850.000 roubles ; les espèces les plus précieuses représentent 2.775.000 roubles. Cependant, l'élevage des animaux à fourrures, très pratiqué au Canada et en Amérique du Nord, est complètement ignoré dans ce pays ; l'on peut imaginer facilement les bénéfices que pourrait retirer l'industrie pelle-
tière.

Les richesses minières de ces provinces sont incalculables ; il y a des mines d'or et des sables aurifères depuis le Kabaïkal jusqu'à la presqu'île de Tchoukslsky. Les provinces de Kabaïkal, du Primorié et de l'Amour offrent aussi d'importants gisements de houille, de fer, de plomb, d'étain, de mercure, de cuivre. Dans le Zabaïkal, on trouve aussi des pierres précieuses, bértyls, topazes, etc... Dans le Kamtchatka et dans la presqu'île de Tchoukolsky, régions pourtant moins explorées que le reste du pays, il existe d'abondants gisements de houille, de cuivre, de mica, de graphite, de fer, de naphthe, de zinc, de plomb et d'argent. Le nord de l'île Sakhaline recèle des quantités prodigieuses de naphthe, de la meilleure qualité, ainsi que des gisements très importants de charbon.

(1) Le Gouvernement soviétique a désigné certaines régions pétrolières à concéder. Parmi ces régions, la première place, quant aux richesses pétrolières, appartient à la région de l'Oural-Emba, d'une superficie de 215.000 kilomètres carrés, dont 70.000 sont naphtifères. Le pétrole d'Emba se distingue par ses hautes qualités qui permettent d'en tirer des huiles lubrifiantes de premier ordre. Les nappes de pétrole de la région d'Emba contiennent, d'après les géologues américains, 200.225 millions de tonnes. La région naphtifère d'Emba est encore peu prospectée, surtout dans la partie du Nord-Ouest. Les terrains les plus riches en pétrole se trouvent au centre de la région (dans la vallée du fleuve Tersakan). La région d'Emba touche, d'un côté à la mer Caspienne, avec son port naturel (Ratoucha), vers lequel se dirigent les

(1) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 23 juin 1927, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

produits de la partie du sud-ouest de la région ; de l'autre côté, elle se rapproche du chemin de fer de Tachkent qui aboutit à sa partie nord-ouest. Dans la région d'Emba on compte actuellement jusqu'à 60 terrains naphtifères, situés relativement près les uns des autres. Pour une exploitation intense de la richissime région d'Emba qui abonde en pétrole de la plus haute qualité, il est nécessaire :

1°) d'outiller un port à Gouriev au lieu de Ratoucha, et d'y établir des réservoirs appropriés ;

2°) de construire un aqueduc de 100 kilomètres de longueur, et une voie d'accès de 145 kilomètres entre Gouriev et Makot ;

3°) d'établir des pipe-lines de 600 kilomètres de longueur entre Makot et Samara, de 30 kilomètres entre Makot-Dossor et environ 150 kilomètres Gouriev-Dossor ;

4°) de construire une raffinerie et des réservoirs à Samara.

Les autres régions pouvant être concédées se divisent en deux groupes: le premier groupe comprend l'île de Tcheleke, sur la rive gauche de la mer Caspienne, Santo et Tchimion ; les régions peuvent être concédées à condition que le concessionnaire s'engage à procéder immédiatement à leur exploitation suivant un programme minimum et de prospector les régions encore inexplorées. Le second groupe comprend la péninsule de Ketch, celle de Tameau, la région de la Khetée en Transcaucasie, la région d'Oukhata, qui peuvent être concédées aux fins de prospection et d'exploitation ultérieure.

(1) Les gisements de fer dans l'Oural, dans le bassin

de Kouznetzk, dans la région du Minoussinsk, dans l'Azerbeïdjan, sont très abondants.

L'U.R.S.S. possède des gisements géologiques de plombagine, les plus riches du monde. Des travaux de prospection ont été effectués, dans la région de Touroukhan, sur la rivière Koureïka ; les réserves de plombagines sont estimées à des centaines de millions de tonnes, elles pourraient suffire à alimenter le monde entier pendant des centaines d'années.

Dans l'industrie du charbon, on pourrait mettre en concession divers secteurs du bassin de Kouznetzk et les gisements de Tkvarchely, dans le Caucase. Dans le bassin du Donetz et dans la région charbonifère des environs de Moscou, les concessions pourraient porter sur l'exploitation des gisements d'anthracite, ou bien sur des secteurs riches en charbon à coke, en vue d'entreprises combinées avec une usine métallurgique ou électrique.

Dans le domaine de la métallurgie on se propose de confier à des concessionnaires la construction de nouvelles entreprises sous formes d'usines combinées ayant leurs propres bases de fourniture de matières premières.

Une place spéciale doit être réservée à la construction automobile.

Le plan de concession envisage, en outre, un certain nombre d'ateliers pour la fabrication d'outils à l'usage de l'industrie sucrière, des distilleries, des fabriques de silicates, des cuirs, d'allumettes, une fabrique de machines polygraphes, de machines à écrire et à compter.

Dans le domaine de l'industrie électrique, les concessions comprendraient plusieurs usines de machines spéciales et d'appareils de toutes sortes.

En ce qui concerne la distribution de l'électricité, on

se propose de mettre en concession plusieurs usines électriques de certaines villes, voies ferrées et usines.

En matière de transports, on envisage une concession pour la construction du chemin de fer d'Alexandrov Gaï-Ichardjoui, qui pourrait être combinée avec des concessions portant sur les gisements de naphte d'Emba et sur la culture du coton. On prévoit également la construction de plusieurs autres voies ferrées et la mise en exploitation de certaines voies fluviales.

Il y a lieu d'attribuer une importance particulière aux concessions portant sur les constructions communales et surtout sur celle des habitations. On souhaiterait que le capital étranger participât à cette activité sous forme de crédit et d'entreprises de travaux, c'est-à-dire non pas en vue d'une exploitation directe, mais en vue de l'exécution de commandes pour telle ou telle construction.

Il y a encore d'innombrables entreprises industrielles, commerciales, etc..., non prévues dans les programmes gouvernementaux, susceptibles d'être concédées, pourvu qu'un profit certain puisse être assuré aux Soviets.

§ 2 — **Activité des concessionnaires**

L'homme d'affaires qui désire combattre dans les domaines économiques étrangères est, sans doute, doué de certaines capacités intellectuelles ou matérielles qui doivent être suffisamment grandes pour lui assurer le triomphe. Il serait peu raisonnable de penser qu'un tel homme, conduit à travailler à l'étranger par ses ambitions, pourrait être un inactif. Un homme incapable ou inactif n'ose jamais chercher un profit dans des difficultés ou des risques qu'il ne se croit le pouvoir de surmonter.

Mais en Russie soviétique, l'activité des concessionnaires, qui sont en principe des étrangers, présenterait certaines particularités qui permettent de dire que les insuccès ne peuvent être considérés comme le résultat de fautes techniques, réserve faite toutefois des cas fortuits. Il est intéressant de citer quelques exemples à cet égard.

(1) Dans la concession agricole de Krupp, ayant pour objet la culture de 25.000 déciatines dans le canton de Salsk de la province de Don, pour une durée de 36 ans, on voit que le concessionnaire a entrepris l'organisation de la concession avec la plus grande énergie. Il a construit des maisons pour les ouvriers, des stations électriques, destinées à fournir l'énergie aux machines agricoles et à éclairer les bâtiments des hangars pour la récolte. Les ouvriers sont pourvus de logements confortables et propres, éclairés à l'électricité. L'eau étant rare dans la région, le concessionnaire a fait creuser des puits pour avoir de l'eau potable et de l'eau d'arrosage dont profitent, non seulement la concession, mais aussi toute la région. Il a installé un certain nombre d'entreprises auxiliaires, tels que four-à-chaux, briquetterie, carrière de pierres de taille, four Hofmann et d'autres fours de systèmes perfectionnés pour la calcination, afin d'être à même de fournir à la population locale les matériaux de construction nécessaires. Il a réalisé des progrès énormes par l'application de la mécanique, à l'outillage agricole de cette région arriérée, une grande quantité de matériel agricole étant importée, tels que tracteurs, herse, semoirs, faucheuses, moissonneuses, rateaux, tarares, etc... Il a fait preuve en outre d'un grand talent d'organisateur ; il en-

(1) La Vie économique des Soviets, n° 22.

trétient d'excellentes relations avec ses ouvriers et les paysans d'alentour ; une discipline sévère règne dans la concession : chacun des employés et ouvriers doit remplir une tâche nettement déterminée, ce qui évite le va-et-vient inutile. Le rendement du travail est très élevé. Chaque minute de travail doit donner le maximum de rendement et l'on tient un compte minutieux de l'emploi du temps de chacun ; mais en même temps les conditions de travail de la concession sont excellentes. Les salaires y sont relativement élevés, davantage même que dans la plupart des autres concessions agricoles. Les vêtements de travail sont délivrés régulièrement par le concessionnaire qui en assure aussi le blanchissage aux dates fixées. Des bains suffisamment spacieux ont été installés à l'usage des ouvriers.

(1) La concession Harriman, dont la plupart des actions sont détenues par des grosses banques américaines et des groupes financiers puissants d'Angleterre et d'Allemagne, a pour objet l'extraction du manganèse à Chiatoury depuis le 9 juin 1925 jusqu'à 1947. Le concessionnaire s'est attaché à la réorganisation et à la concentration de l'extraction et à procéder aux premières améliorations techniques. Au lieu dit Tsoflari, il a été aménagé une installation mécanique pour la manutention sur un plan incliné, d'une longueur de 275 mètres, munie des voies d'accès aux mines. Il a été fait des réparations complètes aux usines de traitement et aux mines (soutènements, voies d'accès, etc...). A Tabagreby, il a été construit un plan incliné extérieur de 235 mètres de longueur, un câble aérien menant des mines aux quais des chemins de fer,

(1) La Vie économique des Soviets, n° 42, n° 45.

un nouveau quai ; l'aqueduc de Mgvimevy a été réparé. Au lieu dit Tkhillis Tskali, on a construit deux câbles aériens pour le transport du minerai lavé, l'un de 800 mètres, l'autre de 1.550 mètres. Un outillage mécanique considérable, nécessaire à l'entreprise, a été importé de l'étranger, en particulier pour l'installation d'une usine de traitement préalable à Mgvimevy, ce qui fera baisser la perte du métal de 40 % à 15 ou 20 % qu'auparavant. En outre, un laboratoire de chimie a été édifié ainsi que plusieurs bâtiments pour le personnel. Tous ces travaux ont entraîné une dépense dépassant 250.000 dollars.

Pour la reconstitution de la voie ferrée Satchkhéré-Poti, le concessionnaire a effectué des travaux d'études qui ont démontré que la somme de deux millions de dollars prévue par le contrat serait insuffisante pour assurer la transformation en ligne à voie normale. Des spécialistes sont venus de l'étranger, une petite colonie a été établie à la gare de Rkvia, il a été procédé au nivellement de la voie.

Pour l'établissement d'un plan des travaux, on a constitué une équipe de spécialistes. On a commencé également à étudier les parties peu connues du territoire de la concession. Dans ce but, on a fait venir de l'étranger des foreuses ; on a pris de nombreux échantillons et l'on a procédé à plus de 100 analyses. Les résultats en ont été excellents dans plusieurs parcelles ; la teneur en métal atteint 52 % à Choukrout ; elle s'élève même parfois à 62,16 %. La plus faible teneur en phosphates, observée dans cette même parcelle, est de 0,112 %.

Le nombre moyen des ouvriers a été, en 1927, de 2.900, celui des employés de 167 ; il y avait environ 200 employés dans les bureaux centraux de la concession. Les

versements au gouvernement, prévus par le contrat, ont été effectués par le concessionnaire, en temps voulu et dans leur entier. D'août 1925 à août 1926, il a été extrait un total de 762.000 tonnes de minerai, c'est-à-dire 150 % de plus que le minimum prévu par l'article correspondant du contrat.

(1) En 1928, à cause de la baisse de prix du manganèse sur le marché mondial où les Soviets en vendent au-dessous du prix de revient, des exigences excessives des syndicats ouvriers et de la perte jusqu'à concurrence de 50 % dans le change international, la concession Harriman a été liquidée au mois de juillet. Les capitaux investis dans la concession, des 3.450.000 dollars seront remboursés par le gouvernement soviétique par la remise des bons de trésor de 7 % amortissables pendant 15 années. La concession appartient entièrement au Gouvernement.

(2) En 1924, un citoyen letton, M. Schulmann, a obtenu une concession du gouvernement soviétique pour la fabrication de rubans à machine à écrire et de papier carbone, articles qui n'étaient pas fabriqués en U.R.S.S. La durée du contrat a été fixée à 10 ans. Le capital de base investi par le concessionnaire en exécution de certaines clauses du contrat s'élève à 90.000 roubles. Le concessionnaire a réalisé, au cours de la première année d'exploitation, un bénéfice net de 270.000 roubles. Il laissa, par suite, dans l'entreprise, tous les fonds disponibles qui lui rentraient et qui étaient successivement absorbés par des nouveaux achats de matières premières, par l'accroisse-

(1) Revue d'économie politique, novembre 1928.

(2) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 10 juin 1927, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

ment considérable du fonds de roulement dû à la nécessité d'accorder à la clientèle des délais de paiement étendus. Au moment où l'affaire était en pleine fièvre de croissance, elle a été frappée par la crise déclanchée en automne 1926, par les mesures gouvernementales consécutives à l'échec de la mobilisation de la récolte : brusque restriction des crédits, instauration du régime d'économie. Le chiffre d'affaires, qui avait atteint 250.000 roubles par mois au début de l'automne, tombait à 120.000 roubles. Le portefeuille d'effets impayés qui ne dépassait pas 2 % des acceptations s'est enflé rapidement, et le concessionnaire s'est trouvé bientôt détenteur de 50.000 roubles de traites protestées. C'est justement à ce moment-là qu'il fut mis dans l'obligation d'exécuter* les clauses de son traité. Après avoir acquitté, à titre d'impôt sur le revenu, 100.000 roubles prélevés sur ses bénéfices, il lui a été impossible, non seulement d'exporter le surplus, mais de payer la taxe de concession de 6 % sur les chiffres d'affaires, environ 700.000 roubles. Le concessionnaire a donc présenté une demande de délai pour faire face à ses engagements, cette requête a été repoussée. L'exécution de la liquidation n'a été suspendue que provisoirement, et grâce à l'intervention du Ministre de Lettonie à Moscou auprès du Commissariat du peuple pour les affaires étrangères.

En outre, la concession de Lena Goldfield, la concession française d'extinction, la concession américaine des crayons, plumes et autres articles de bureau, la concession suédoise S.K.F. et la concession de Tchenslokhlov, etc..., ont également montré une activité remarquable. La marche de toutes les concessions, en Russie, sauf quelques cas tout à fait exceptionnels, est incontestablement excel-

lente. Seulement, par crainte de la perte qui peut être causée par l'insuffisance de garanties juridiques, la plupart des concessions n'ont pas investi des capitaux suffisamment abondants.

§ 3 — Profits des concessionnaires

Nous savons quelles sont les conditions dans lesquelles un concessionnaire peut travailler, dans quelles circonstances économiques il peut s'installer en Russie, combien excellentes sont les capacités des concessionnaires ; il nous reste à examiner si la concession peut fournir un haut profit pour les concessionnaires. Nous verrons : I., la situation générale des bénéfices des concessionnaires ; II., l'approvisionnement et la vente ; III., les surcharges ; IV., les influences économiques intérieures et extérieures ; V., la véritable cause du faible profit de la concession.

1 — *La situation générale des bénéfices des concessionnaires*

Le taux de bénéfices le plus élevé doit être attribué aux industries de transformation qui, en 1927, accusent les résultats suivants : (1)

Investissements immobilisés	6.213.000	roubles
Fonds de roulement	7.271.000	»
Total des investissements	13.484.000	»
Créanciers	3.600.000	»
Débiteurs	2.925.000	»
Chiffre d'affaires annuel	28.434.000	»
Bénéfices nets	4.752.000	»

(1) Rapports du Ministre français à Moscou, 23 avril 1928, communiqués à l'office national de commerce extérieur.

Le bénéfice net représente donc 35 % environ des investissements, bien que la plupart de ces entreprises n'aient encore que deux ou trois années d'existence. Aucune d'elles n'est déficitaire. Le rendement le plus faible atteint encore 12 %.

En 1928, la fabrique de crayons américaine Hammer rapporte 70 % de bénéfice net. Le bénéfice net de la société suédoise S. K. F., pour la fabrication des roulements à billes, s'élève à 62 %. Les entreprises qui fabriquent des objets d'usage courant, objets en celluloïd, boutons, peignes, rapportent 99 % (société de Tchenstokhov), 50 % (Rabbe), 51 % (Cellugal), 50 % (Novik), etc... (1)

Pour les grosses concessions métallurgiques ou minières, on soutient que le peu de temps qui s'est écoulé depuis leur fondation ne leur a pas encore permis de sortir de la phase des investissements pour entrer dans la phase rémunératrice.

Mais la concession de Léna Goldfield a extrait 91.300 kilogrammes d'or en 1926-27, dont 413 kilogrammes ont été exportés, production totale représentant environ 17 millions de roubles. Le bénéfice net de la première année d'exploitation s'élève à 268.000 livres sterlings (2).

D'autre part, les concessions qui, travaillant à perte, ont été liquidées, sont en nombre considérable. On peut citer, par exemple : 1. la concession bancaire suédoise du groupe financier Aschberg ; 2. The Bernsdall international corporation ; 3. le Roussguertorg ; 4. Far Eastern Exploration Company ; 5. la Commune industrielle du bassin de Kouznetzk ; 6. le bureau des voyages océaniques ; 7.

(1) La Vie économique des Soviets, n° 72, avril 1928.

(2) Id., n° 62.

l'Agence de transports Russo-Canadienne ; 8. la Brasserie ukrainienne ; 9. le Russo-film ; 10. International Harvester Company ; 11. Société américaine Uest-inghouse ; 12. Concession forestière : Société Russo-Anglo-liezt ; 13. concession forestière : Société Russo-Hollande-Liest ; 14. Concession agricole du Dr Nansen (1).

Outre ceux que nous venons d'énumérer, il y a encore, sans doute, des concessions dont le bénéfice et la perte sont insignifiants et non publiés. Néanmoins, dès maintenant, nous pouvons constater qu'il est impossible de dire que le travail d'un concessionnaire en Russie soviétique soit absolument improductif ; c'est faux, puisqu'il existe des concessions qui ont réalisé des bénéfices incontestables. Il serait également faux de dire que la concession soviétique est généralement avantageuse pour un capitaliste étranger, puisqu'il y a un nombre considérable d'échecs. Il est donc nécessaire d'examiner quelles sont les conditions économiques favorables ou défavorables au concessionnaire, pour préciser dans quelles limites la concession serait avantageuse.

2 — *L'approvisionnement et la vente*

En droit, le concessionnaire se réserve habituellement et soigneusement la pleine liberté d'acheter des matières premières et de vendre ses produits, sans aucune limitation de prix. En Russie, les principaux matériaux et produits, tels que tissus, métaux, machines, combustibles, etc., se trouvent monopolisés par l'Etat (2). S'il s'agit

(1) Bulletin de commission pour la reconstitution d'industries minières et métallurgiques en Russie méridionale, 19 février 1926.

(2) Revue économique internationale, octobre 1925.

d'une concession qui exige de ces produits, il faut donc s'adresser aux organes soviétiques pour obtenir les combustibles et les matières brutes. Or, un entrepreneur privé ne peut les recevoir que lorsque les demandes des organes et entreprises soviétiques et des coopératives communistes ont obtenu satisfaction (1). Par conséquent, si les demandes de telles matières dépassent les offres, ce concessionnaire se trouvera dans l'impossibilité de se les procurer, même en offrant des prix proportionnellement plus élevés ; un concessionnaire pourrait être lésé par la hausse excessive des prix des marchandises nécessaires à son industrie puisque les organes soviétiques ayant le caractère de monopoles peuvent faire varier les prix qui sont susceptibles d'être excessivement supérieurs ou inférieurs à ceux qui résultent de la loi naturelle de l'offre et de la demande. On peut objecter que les organes soviétiques peuvent stabiliser les prix et ne les faire varier que lorsque les circonstances économiques l'exigent, et qu'ils ne le feront jamais uniquement pour nuire à un concessionnaire ; une variation excessive de prix nuirait, non seulement aux concessionnaires, mais également aux entreprises étatiques analogues ; une concession ruinée pourrait causer des pertes indirectes aux Soviets. Tout cela est vrai, mais les Soviets feront varier les prix lorsque le profit qu'ils en escomptent sera supérieur à celui que peut fournir une concession, ou lorsque une certaine prospérité de la concession pourrait nuire à une certaine branche d'industrie des Soviets ; même dans le cas où la variation de prix est motivée par l'exigence de circonstances économiques, la perte causée aux organes soviétiques peut être

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

compensée par des gains d'autres organes soviétiques correspondants, car il y a solidarité entre tous les organes étatiques des Soviets, tandis que la perte causée au concessionnaire doit être supportée définitivement par lui seul. En ce qui concerne les concessions qui doivent traiter des matières premières de l'étranger, on sait quelle est la complexité du système des importations en Russie ; les formalités à remplir pour l'obtention d'une licence sont nombreuses ; la date d'une licence ne peut dépasser trois mois ; les marchandises à importer ne peuvent dépasser un certain prix déterminé d'avance, etc... Le tarif des droits de douane est souvent extrêmement élevé, s'il n'a pas été prévu de tarif moins élevé dans les contrats de concession ou les traités commerciaux entre Soviets et les Etats étrangers intéressés. Dans de telles conditions d'approvisionnement, nous savons combien de risques un concessionnaire a à courir.

La vente des produits de l'entreprise concessionnaire peut avoir lieu, sur le marché intérieur, aux particuliers, aux organes statiques, et sur le marché extérieur aux étrangers.

Pour la vente aux particuliers, certains économistes soutiennent qu'en raison de l'appauvrissement extrême de la population, la capacité d'achat est restreinte au point que le marché intérieur ne présente presque aucune faculté d'absorption (1). Cette affirmation est exagérée. L'immense population russe présente une certaine puissance d'achat incontestable pour les matières qui ne sont pas produites en quantité suffisante, à cause de l'infériorité

(1) Revue économique internationale, octobre 1925, et les rapports de commission de reconstitution de l'industrie minière et métallurgique de Russie, 19 février 1926.

du développement industriel du pays. Nous pouvons le constater en examinant les bénéfices des concessions de transformation qui ne peuvent être réalisées sans que le marché intérieur présente une faculté adéquate d'absorption. Seulement, ce qui est à noter, c'est que le concessionnaire est en concurrence, sur le marché, avec un adversaire redoutable, les organes soviétiques, qui centralisent des capitaux énormes, uniformisent la direction de fabrication, utilisent le plus complètement les sous-produits, connaissent le plus parfaitement le marché de fourniture et de débouché, règlent les prix.

Si ce sont les organes soviétiques qui forment la clientèle de la concession, la complexité de la procédure et l'énorme lenteur du règlement ne présentent pas moins d'inconvénients, car pour un homme d'affaires « Time is money ». Il est très connu en Russie, que seuls les pots de vin peuvent vaincre cette lenteur (1).

Si un concessionnaire veut écouler ses produits au marché extérieur, il faut passer tout d'abord par la complexité du système des licences et redouter, ensuite, la concurrence des Soviets qui vendent les mêmes marchandises, sur les mêmes marchés extérieurs qu'un concessionnaire, souvent au-dessous des prix de revient, en vue de se procurer les devises dont ils ont besoin (2) ou de conquérir le marché, ou pour d'autres fins. C'est ainsi que la concession Harriman a été ruinée.

Le Gouvernement des Soviets se réserve généralement le droit de priorité pour l'achat des produits des conces-

(1) Revue économique internationale, octobre 1925.

(2) Journal de l'Agence économique et financier, 20 octobre 1928.

sions, au même prix que celui auquel elles peuvent être vendues sur le marché intérieur ou extérieur par le concessionnaire, déduction faite, au profit des Soviets, des frais de transport et des frais généraux. Cela constitue un inconvénient éventuel pour le concessionnaire. Comme le concessionnaire ne peut préévaluer avec précision, les besoins respectifs du marché libre et du Gouvernement soviétique, il peut y avoir des cas où l'offre de tel produit est en quantité surabondante vis-à-vis de la demande : dans ce cas, le gouvernement peut refuser de les acheter ; le concessionnaire ne peut alors que les constituer en stocks ou ne peut les aliéner qu'aux conditions les plus défavorables ; il peut y avoir encore d'autres cas où l'offre de tels produits est insuffisante par rapport à la demande : dans ce cas, le gouvernement peut exercer pleinement ses droits de priorité, en réclamant impitoyablement les produits de la concession ; le concessionnaire ne peut donc pas satisfaire les besoins de sa clientèle et risque, par conséquent, de la perdre.

Mais, par contre, en face de ces risques, il y a, sans doute, pour le concessionnaire, beaucoup de chances de réussir.

3 — *Les surcharges*

Les charges sociales des entreprises concessionnaires sont très lourdes, bien qu'il soit généralement stipulé que sous ce rapport les concessionnaires seront assujettis aux mêmes obligations que les entreprises étatiques. En fait, cette obligation est beaucoup plus onéreuse pour des particuliers que pour des organismes qui font corps avec l'Etat. Les concessionnaires ont dû consacrer des sommes considérables à la construction des logements ouvriers, de ré-

fectoires, de blanchisseries, jardins d'enfants, dispensaires et écoles professionnelles etc... C'est le contrat collectif qui établit le montant des dépenses et règle la date et les conditions de l'application. Les exigences excessives des syndicats ouvriers sur cette question, sont souvent redoutables.

En dehors des diverses charges indiquées dans le contrat collectif, celle des assurances sociales est bien plus lourde : les primes à verser varient de 16 à 22 % du salaire, suivant les dangers des diverses branches d'industries. Ces assurances constituent un tribut tellement disproportionné que la plupart des entreprises de l'Etat ne peuvent s'en acquitter. On a dû, à titre provisoire, réduire le taux des primes à 10 à 14 % pour les entreprises financièrement faibles, c'est-à-dire, presque toutes les industries sauf celle de textiles et quelques autres. Malgré cet abaissement des tarifs, l'endettement des entreprises d'Etat envers les caisses d'assurance est considérable et presque universel. En réalité, on peut dire que les tarifs des assurances sociales ne sont maintenus que pour être imposés aux entreprises privées et aux concessions. (1)

Dans l'industrie textile, les charges sociales majorent les dépenses des entreprises de 46 % du salaire, ainsi réparties : (2)

- (1) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 22 décembre 1926, communiquée à l'office national de commerce extérieur.
- (2) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 22 décembre 1926, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

POURCENTAGE DU SALAIRE

Assurances et secours médicaux	20 %
Habits de travail	2,5 %
Congés payés	5 %
Versements aux Comités d'usine, fonds cul- turels, entretien des écoles d'usine	5,5 %
Logements ouvriers	11 %
Eclairage, eau, gaz	2 %

D'une façon générale, dans les industries concessionnaires, les charges dites sociales représentent 40 % du montant du salaire. (1)

En outre, (2) le Gouvernement soviétique demande également qu'un fonds d'amortissement soit constitué par les concessionnaires, indépendamment des résultats, bénéfices ou pertes de chaque exercice. Ce fonds d'amortissement ne peut servir qu'au remplacement du matériel usé par du matériel neuf. Enfin, le contrat, le concessionnaire devra, non seulement remettre au Gouvernement soviétique son exploitation en ordre de marche, mais encore lui verser le montant du fonds d'amortissement inscrit au bilan. Le gouvernement soviétique veut lutter de la sorte contre certains abus causés par les concessionnaires qui s'efforcent de tirer de leur matériel le maximum du rendement et de ne remettre, en fin de contrat, que des machines usées et amorties depuis longtemps. Mais comme le taux d'amortissement demandé par les organes soviétiques pour le calcul du fonds spécial varie de 4 à 10 % il s'ensuit que tout

(1) Berliner Tageblatt, 29 décembre 1926.

(2) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 22 novembre 1927, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

concessionnaire qui aura signé un contrat d'une durée dépassant une dizaine d'années, devra au cours de son exploitation procéder au moins une fois à un investissement nouveau égal à l'investissement initial ou en verser le montant en fin de contrat au gouvernement soviétique.

Certains économistes (1) soutiennent qu'en règle générale, les unions professionnelles imposent aux entreprises non gouvernementales des salaires de 40-60 pour cent supérieurs à ceux que paie l'état. Les grèves considérées comme illicites dans les entreprises nationalisées, sont au contraire bien vues et même encouragées par les autorités chez les particuliers. L'entrepreneur particulier grâce à l'influence néfaste des syndicats communistes, ne peut établir chez lui aucune discipline et se trouve complètement à la merci de ses ouvriers.

Ces documents contiendraient peut être des exagérations car s'ils étaient exacts personne n'oserait exploiter une concession en Russie.

Il paraît vrai que les syndicats ouvriers imposent parfois des conditions plus onéreuses pour les entreprises concessionnaires que pour celles de l'Etat. Les charges sociales des entreprises concessionnaires qui sont obligées de les verser ponctuellement sont supérieures que celles des entreprises étatiques qui toujours sont de ce fait endettées. Le fonds d'amortissement immobilise parfois des fonds productifs. En tout cas, tout cela peut être considéré comme surcharges qui alourdirent le prix de revient des produits concessionnaires.

(1) Revue économique internationale, p. 24, vol. 4, oct. 1925.

4 — *L'influence économique intérieure et extérieure*

L'activité économique d'un pays ne peut se développer isolément. Son développement dépend essentiellement de la vitesse de circulation des capitaux, du perfectionnement des communications, de l'étendue des débouchés et de la stabilité du système monétaire du pays etc... La variation d'une des conditions économique et sociales se répercute sur chacun des domaines économiques particuliers. La prospérité d'une concession dépend, pour cette raison, de la vie économique intérieure de la Russie et du marché extérieur.

Tout d'abord le problème le plus important est celui du transfert des devises. La dépréciation de Tchervonetz toujours à craindre, constitue une source de difficultés considérables. La Russie soviétique s'est parfois entourée d'une véritable digue qui empêche toute exportation et même toute importation de Tchervonetz. Les apports des concessionnaires sont généralement effectués en devises étrangères. (1) Le taux de conversion généralement envisagé par les autorités soviétiques est le pair nominal qui impose au contractant une perte importante du change sans aucune compensation. (2) Pour le rapatriement des bénéfices que le concessionnaire est en droit d'exporter pour tous les achats de matières premières et de matériel et pour les crédits étrangers qui doivent être employés en Russie, la digue joue au détriment des concessionnaires, car ces remboursements ne peuvent être couverts que sur les bénéfices réalisés en Russie, d'accord entre les concessionnaires et la Banque d'Etat et en observant toutes sortes de prescriptions.

(1) Berliner Tageblatt, 1926.

(2) Id. *Le concessionnaire en Russie*, p. 100.

La trésorerie des concessionnaires est constamment gênée par des prescriptions règlementant le commerce des devises ; la Banque d'Etat cherche tout naturellement à maintenir la parité entre le Tchervonetz et les devises étrangères. Mais le pouvoir d'achat effectif du Tchervonetz à l'intérieur du pays est tombé quelquefois à la moitié environ de sa valeur nominale. On voit d'ici combien il peut être difficile de régler des dettes contractées à l'étranger quand il faut enregistrer dès l'abord une perte de 50 %. C'est ce genre de pertes qui a constitué une des causes les plus importantes de mise en liquidation de la concession Harri-man.

La dépréciation de Tchervonetz et la hausse du prix qui en résulte peuvent paralyser très gravement les concessions qui traitent des matières premières de l'étranger et vendent ses produits en Russie à cause de la perte au change.

Les concessionnaires sont englobés dans l'ensemble du système économique communiste auquel ils sont hostile en principe et soumis à toutes ses vicissitudes. Si par exemple il se produit en Russie un retour offensif contre le commerce ou l'entreprise privée le concessionnaire s'en ressentira. Et même en bien des cas les restrictions d'achat ou de vente décidées par l'Etat ont des répercussions pour les concessionnaires. De même pour toute crise financière affectant les entreprises d'Etat ou encore pour les règles spéciales qui font de l'état soviétique un créancier singulièrement privilégié. Rien ne peut résister à de tels usages commerciaux. (1) C'est une crise de ce genre qui en automne 1926 fit

(1) Berliner Tageblatt, 22 décembre 1926.

échouer la concession Schullam, qui était cependant alors en pleine prospérité.

Les traités d'entreprises concessionnaires ne sont pas admis à l'escompte devant les établissements de crédit soviétiques. (1) Les concessionnaires se trouvent souvent dans une situation difficile lorsque les affaires ralentissent brusquement après une période de demandes abondantes. Ils sont obligés de posséder des fonds de roulement dont ils ne peuvent toujours prévoir l'étendue. Si quelques institutions d'Etat qui sont leurs acheteurs se concertent pour exiger des délais de paiement plus prolongés, les fonds de roulements, qui sont suffisants s'il s'agit d'une entreprise ordinaire dans des conditions économiques normales, deviennent insuffisants pour une entreprise concessionnaire. Cette situation, où la solvabilité des concessionnaires est continuellement à la merci des institutions soviétiques, constitue l'un des plus grands dangers auxquels les entreprises concessionnaires sont exposées en U.R.S.S.

Enfin, et surtout, il faut noter que les entreprises concessionnaires peuvent être paralysées par des circonstances économiques extérieures.

Si un pays, dont un concessionnaire possède des valeurs à transférer dans d'autres pays, se trouve dans des difficultés sérieuses de change, ce concessionnaire subira des pertes considérables.

Si la puissance d'achat d'un marché extérieur, où se trouve le débouché de certaines concessions diminue subitement, ces concessions seront ruinées irrémédiablement.

(1) Lettre d'ambassadeur français à Moscou, 10 novembre 1928, communiquée à l'office national de commerce extérieur.

On peut citer comme exemple la concession Harriman qui fournit en manganèse le marché mondial ; comme les besoins de manganèse ne dépassent pas trois millions de tonnes par an et que l'offre de manganèse en 1928 a dépassé 3.400.000 tonnes (1), certains producteurs ont été amenés à diminuer leurs prix de vente jusqu'au dessus du prix de revient ; la concession Harriman qui ne pouvait supporter une telle perte a été ainsi contrainte à la liquidation.

Chacune des circonstances économiques énumérées ci-dessus peut donc influencer les entreprises ordinaires aussi bien que les entreprises concessionnaires. Mais la différence consiste en ce que les entreprises ordinaires gênées par des circonstances défavorables peuvent, si elles se trouvent sous les protections de leurs propres puissances nationales, recourir à certaines mesures politiques qui leur fourniraient un appui , ou au crédit de certaines institutions qui ont des liens de solidarité avec eux. Au contraire, si un concessionnaire est gêné en Russie, non seulement il n'a aucun recours contre les Soviets, mais encore il se voit forcé d'exécuter de nombreuses obligations très lourdes, et pour lesquelles aucune réduction ou suspension ne lui est accordée. En cas de crise économique, tandis qu'une entreprise ordinaire peut, grâce au secours des crédits et à l'allègement de ses charges, rétablir sa situation facilement, une concession peut tomber en faillite pour défaut de paiement des redevances, les pourcentages, les impôts et les charges sociales, etc... D'une façon générale, une concession peut être liquidée si le programme minimum de production n'a pas été exécuté

(1) Journal de l'Agence économique et financier, 20 octobre 1928.

exactement dans le délai qui lui a été imparti dans le contrat de concession. Supposons qu'une concession se trouve, pendant sa durée, dans des circonstances favorables, il serait facile alors de prévoir qu'un bénéfice peut être réalisé. Supposons, au contraire, qu'une concession rencontre une de ces circonstances défavorables que nous avons examinées ; ne pouvant exécuter son programme, on peut prévoir le grand danger que cette concession peut courir.

5 — *Véritables causes du faible profit des concessions*

Nous avons vu que les bénéfices ne figurent que dans les concessions consacrées aux industries de transformation, que les industries extractives n'ont généralement pas réalisé de bénéfices et que de nombreuses concessions ont dû être liquidées. Nous pouvons dire que le profit que la politique concessionnaire soviétique peut fournir aux capitalistes étrangers est généralement faible. Les causes de cette faiblesse peuvent être, à notre avis, classées en trois catégories : l'insuffisance de garantie juridique, la restriction de la liberté d'échanges et les charges excessives.

L'insuffisance de garantie juridique ne réside pas dans le fait qu'un certain nombre des biens concessionnaires peuvent être confisqués, nationalisés ou réquisitionnés sans cause. Elle doit être conçue, dans ce sens, que la partialité et l'extrême rigidité de la jurisprudence soviétique qu'interprètent les textes garantissant la propriété des concessionnaires, peuvent faire perdre indûment à ces derniers, un certain nombre de biens.

Cette incertitude décourage évidemment les capitalistes étrangers qui évitent d'investir en Russie tous les capitaux nécessaires. Or, l'abondance des capitaux est un des

éléments essentiels de l'augmentation de rendement d'une entreprise ; en sens inverse l'insuffisance des capitaux entraînera une production déficitaire.

Nous savons que la spécialisation ou la division du travail étant la condition la plus importante pour l'augmentation du rendement d'une entreprise, pour que le travail puisse se spécialiser davantage, il faut un marché plus étendu, et pour qu'il soit plus étendu il faut la liberté des échanges. Nous savons aussi comment la liberté des échanges peut être paralysée ; pour les concessionnaires nous l'avons vu en examinant les conditions de l'approvisionnement et de la vente, le mécanisme du change et les influences économiques. Il nous est facile de conclure que les bénéfices des concessionnaires sont, ou peuvent être, affaiblis considérablement ou incontestablement par telle ou telle restriction de la liberté des échanges.

Les redevances, les pourcentages, les impôts, les exigences excessives des syndicats ouvriers affaiblissent évidemment les bénéfices que les concessionnaires peuvent réaliser avec la supériorité de direction technique et économique et le perfectionnement mécanique. Ces charges peuvent ruiner les concessions surtout en cas de crise comme nous l'avons constaté plus haut.

En raison de ces trois causes, les capitalistes étrangers ne peuvent réaliser des bénéfices, par voie de concession, que dans les industries dont les investissements peuvent être les moins importants, la durée moins longue, et les opérations être réduites ou étendues très rapidement, telles que les industries de transformation, les entreprises commerciales, etc. Autrement, les bénéfices seraient beaucoup plus aléatoires et les risques seraient plus grands.

§ 4 — Profits des Soviets

Au début de l'établissement du régime des concessions, les Soviets ont escompté que les capitaux et les perfectionnements techniques des pays, où le développement industriel est plus avancé qu'en Russie, seraient certainement attirés. Après huit ans d'application de cette politique concessionnaire, les Soviets ont prétendu qu'ils ont tiré de cette politique les profits suivants : l'organisation d'industries nouvelles, l'amélioration de la balance commerciale par la diminution des importations et l'accroissement des ventes à l'étranger, la lutte contre le chômage par l'emploi de 20.000 ouvriers soviétiques, les redevances payées au trésor, 15 millions de roubles en 1925-26, l'introduction de la technique étrangère, enfin et surtout certaines entreprises concessionnaires (comme la fabrique de crayons Hammer) ont exercé une heureuse influence sur le marché intérieur en obligeant les entreprises concurrentes à améliorer la qualité de leurs produits et à en abaisser le prix.

Ce sont vraiment des avantages pour la Russie. Mais la faiblesse de ces profits est généralement reconnue même par les Soviets (1). Il est naturel que les Soviets ne puissent tirer que des profits faibles lorsque les bénéfices des concessionnaires sont faibles. Si, au contraire, les concessionnaires réalisaient d'une façon générale des bénéfices importants, les Soviets en profiteraient en proportion. Mais, dans ce cas, l'exportation de leurs bénéfices par des

(1) La Vie économique des Soviets.

concessionnaires constituerait par contre une perte considérable pour la Russie. Tout compte fait, nous pouvons conclure que les profits des Soviets, même s'ils étaient à leur maximum, ne pourraient qu'être faibles, déduction devant être faite d'une perte considérable.

CONCLUSION

Le régime de concession en Russie soviétique nous paraît, tout d'abord, comme le moyen le plus ingénieux pour attirer des capitaux étrangers et pour introduire des techniques plus perfectionnées, puisque des capitalistes étrangers pourraient être encouragés très facilement à travailler en Russie par les intérêts matériels que pourraient fournir les exploitations des entreprises concédées.

Comme les richesses naturelles russes sont extrêmement abondantes, les besoins de certains matériaux de l'immense population russe sont énormes ; les prix de revient sont généralement plus bas pour le produit des entreprises concessionnaires que pour celles des entreprises similaires russes, car les directions, les organisations, les outillages de celles-ci sont inférieurs à ceux de celles-là ; le haut profit que pourraient fournir aux capitalistes étrangers les concessions soviétiques paraît certainement pouvoir être espéré.

Mais avec un système où la garantie juridique sur les propriétés concessionnaires n'est pas suffisante, où la liberté d'échanges est restreinte, où la lourdeur des charges est excessive, où les autorités soviétiques peuvent paralyser juridiquement aussi bien qu'économiquement la situation des concessionnaires, cet espoir est rapidement déçu.

L'importance des profits pour les concessionnaires diminue considérablement. Le programme des concessions

établi par le gouvernement soviétique reste loin d'être réalisé pleinement. La politique concessionnaire ne fournit, jusqu'aujourd'hui, aux Soviets, qu'un profit insignifiant.

Au fond, le régime des concessions n'est pas du tout un moyen de nature à attirer les capitaux et les techniques étrangères. La possibilité pour les concessionnaires d'exporter leurs bénéfices de concessionnaires constitue une source de grandes pertes pour la Russie. Les capitaux et les techniques momentanément empruntés ne suffisent jamais comme élément principal de prospérité dans un pays. Ce moyen ne doit être employé que pour remédier à certaines situations économiques passagères.

L'or a tendance à se drainer vers les pays où il peut trouver la rémunération la plus élevée. Si un pays économiquement important, où règne le système individualiste, où la valeur de monnaie est absolument stable et où il n'y a aucune limitation de change, se trouve dans une période de contraction monétaire, il suffit d'élever le taux de l'escompte de 0,5 % pour attirer suffisamment les capitaux. Il suffit encore d'abaisser le taux de tant pour cent pour les faire évacuer au moment voulu. Cette politique présente beaucoup plus de souplesse et beaucoup moins d'inconvénients que la politique de concession.

La technique ne peut pas être introduite non plus par voie de politique concessionnaire. L'étranger a, en effet, tendance à laisser, dans ce cas, à la Russie qui lui emprunte son outillage, des modèles anciens dont il n'a plus que faire et à conserver pour lui les nouveaux.

Pour rétablir la prospérité d'un pays au même niveau que les autres pays, il faut donc rechercher les moyens par lesquels ces derniers ont fait progresser leur techni-

que. Ce moyen, c'est l'individualisme. Car le progrès technique n'est autre chose que le résultat des efforts de certains savants, ingénieurs, artistes, hommes d'affaires, etc... Ces efforts sont motivés exclusivement par l'intérêt personnel, pour assurer ces intérêts aux individus au plus haut degré ; il n'y a qu'à stabiliser la propriété privée, la liberté de production, la liberté d'échange et la liberté de consommation.

Ainsi, nous pouvons conclure que le but que poursuivent les Soviets est impossible à atteindre complètement par la politique des concessions ; pour l'atteindre, il n'y a qu'une voie : le changement radical de leur système économique, c'est-à-dire la substitution du système individualiste au système communiste.

Vu : le Président de la Thèse,
Jean LESCURE.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLÉMY.

Vu et permis d'imprimer,
Le Recteur de l'Académie de Paris.
Pour le Recteur, *l'Inspecteur de l'Académie,*
MAURELLET.

BIBLIOGRAPHIE

La Vie Economique des Soviets.

Revue économique internationale.

Revue d'économie politique.

Rapports d'ambassadeur français à Moscou, communiqués à l'Office national de commerce extérieur par le Ministère d'affaires étrangères.

Bulletins des Sociétés d'études et d'informations économiques.

Bulletins de commissions pour la reconstitution de l'industrie minière et métallurgique de la Russie méridionale.

Bulletins de l'agence télégraphique de l'U.R.S.S.

Bulletins de commission générale pour la protection des intérêts français en Russie.

Bulletin de correspondance échangée entre le gouvernement français et le syndicat franco-belge de défense des intérêts français et belges dans l'industrie de naphte en Russie.

Bulletins d'informations russes.

Journal d'Agence économique et financière.

Berliner Tageblatt.

LANDAU (B.A.). — Kontséssionnoé pravo Soiouza S.S.R.

Bureau international de travail. — Les conditions du travail en Russie soviétique.

SMITH (Adam). — Les richesses des nations.

BERTHÉLÉMY. — Droit administratif.

La représentation commerciale de l'U.R.S.S. à Paris. —
Le guide des commerçants et industriels dans l'U.R.
S.S.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	5 à 6
CHAPITRE PREMIER. — L'origine et l'histoire du régime des concessions en Russie soviétique	7 à 26
CHAPITRE II. — Structure juridique de la concession	27 à 72
§ 1. Caractère juridique de la concession	27 à 32
§ 2. Organes de la concession	32 à 39
§ 3. Le contrat de concession	39 à 59
1) Droits du concessionnaire	39 à 43
2) Obligations du concessionnaire ..	43 à 54
3) Liquidation des concessions	54 à 59
§ 4. La question ouvrière	60 à 65
§ 5. Le contentieux des concessions	65 à 72
CHAPITRE III. — Le mécanisme économique de la concession	73 à 101
§ 1. Situation des domaines à concéder ..	73 à 78
§ 2. Activité des concessionnaires	78 à 84
§ 3. Profits des concessionnaires	84 à 99
1) Aperçu général des bénéfices des concessionnaires	84 à 86
2) L'appauvrissement et la vente	86 à 90
3) Les surcharges de la concession ..	90 à 93

4) Les influences économiques intérieures et extérieures	94 à 98
5) Véritables causes du faible profit des concessions	98 à 99
§ 4. Les profits des Soviets dans les concessions	100 à 101
CONCLUSION	103 à 105

IMPRIMERIE LES PRESSES MODERNES

45, rue de Maubeuge, Paris
(Ateliers à Troyes — Aube)

LIBRAIRIE UNIVERSITAIRE J. GAMBER

7, RUE DANTON, (PARIS VI^e)

COLLECTION

DES RÉFORMES POLITIQUES ET SOCIALES

sous la direction de BERNARD LAVERGNE

OUVRAGES PARUS :

LE PRINCIPE D'AUTORITÉ DANS L'ORGANISATION DÉMOCRATIQUE

par **René Hubert**, Professeur à l'Université de Lille (in-8^o cour., 20 fr.)

SAINT-SIÈGE, " ACTION FRANÇAISE " ET CATHOLIQUES INTÉGRAUX

par **Nicolas Fontaine** (in-8^o raisin, 20 fr.)

HENRI DE MAN ET LA CRISE DOCTRINALE DU SOCIALISME

par **André Philip**, Professeur agrégé à la Faculté de Droit de Lyon

(1 vol in-8^o cour., 18 fr.)

SOUS PRESSE :

LA RÉVOLUTION RUSSE; LE COMMUNISME; LA NEP

par **Jean Lescure**, Professeur à la Faculté de Droit de Paris

(1 vol. in-8^o cour.)

Publication Périodique

L'ANNÉE POLITIQUE FRANÇAISE ET ÉTRANGÈRE

(in-8^o trimestr.), 112 pages

Publiée par un groupe de Membres de l'Enseignement supérieur et de Publicistes

1^{re} Année (1925-1926), 2^e Année (1926-1927), 3^e Année (1928), complètes, chacune 40 fr.

4^e Année (1928-1929) en abonnement. France 30 fr.; Etranger 40; le numéro 10 et 12 fr.